

Le grand patron de presse Raphaël Mpanu-Mpanu s'en est allé

Texte témoignage du Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba à la page 13.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1628 | LUNDI 3 FÉVRIER 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Guerre

Le sommet SADC-EAC très attendu



Ceux qui inquiètent le plus faire Paul Kagame, l'Américain républicain Donald Trump, le Britannique Keir Starmer, le SudAf Cyril Ramaphosa. DR.

Kagame mobilise dans le cercle de ses alliés dans le monde et en Afrique. Il se fait sans doute mieux entendre parlant la langue de Shakespeare. Clairement, seuls les Anglo-Saxons parviendront à le faire plier. En tête, l'Américain républicain Donald Trump dont la politique consiste à donner des ordres. Interrogé à la Maison Blanche, lors d'une conférence de presse, sur la restauration de la paix au Congo, il n'a cité que le Rwanda mais et nommément mais contrairement à ses punchlines habituels, il a botté en touche. Signe qu'il est gêné par le Rwanda ? Certes, lui seul saura faire plier le



maître de Kigali. Dès l'assassinat à Kinshasa le 16 janvier 2001 de Laurent-Désiré Kabila, les troupes rwandaises RDF et celles du RCD se trouvaient à Pepa, près de Moba, à une nuit de Lubumbashi mais Kagame reçut ordre de Washington de ne pas faire bouger les lignes et d'éviter de faire avancer ses hommes vers la deuxième ville du pays. Pour s'assurer de la bonne exécution de cet ordre, Kagame fit décoller depuis Kigali, à Pepa, Faustin Kayumba Nyamwasa, alors chef d'État-major rwandais. De quel message le sommet SADEC-EAC convoqué en urgence et très attendu, est-il porteur et va faire passer à Kagame qui n'écoute que la force ? Dossier de la page 3 à la page 8.



Dans Kwamouth, les Mobondo recrutent des mineurs et tuent

A lors que la guerre à l'Est fait rage, à l'Ouest, chez les Yaka et les Teke, les Mobondo qui n'avaient jamais disparu, refont parler d'eux avec violence.

Vendredi 31 janvier, cinq miliciens Mobondo ont été tués, au village Nkomakiro, territoire de Kwamouth, province de Maï-Ndombe, dans le Grand Bandundu, deux autres capturés, lors des affrontements avec les soldats des FARDC, l'armée nationale. Ce bilan a été livré par le porte-parole de l'opération Ngemba (paix) de la XIème région militaire, le capitaine Anthony Mualushayi. L'officier militaire a expliqué que assaillants étaient les premiers à attaquer les positions des FARDC au village Nkomakiro, au Sud du territoire de Kwamouth, précisant qu'au cours de leur incursion, ces miliciens ont décapité deux personnes dans cette localité. Les FARDC ont alors riposté en limitant les dégâts. En début de semaine, les autorités locales avaient annoncé un bilan d'une dizaine de morts après une incursion des miliciens au village Nko-

mankiro, avec des enseignants décapités et jetés dans le fleuve Congo. « La situation jusqu'à présent est relativement calme, malgré le déplacement de la population du village Nkomakiro vers les agglomérations jugées sécurisées. L'armée continuait les patrouilles des combats dans l'ensemble du village et ses environs en vue de mettre hors état de nuire ces ennemis de la paix », a poursuivi le capitaine. Le commandement des opérations Ngemba demande à la population du Maï-Ndombe de collaborer avec l'armée en vue d'instaurer la paix et l'autorité de l'État dans cette zone. Si, au total, la situation sécuritaire dans le Grand Bandundu, reste «relativement calme», «quelques poches d'insécurité» persistent à Kwamouth, a noté le capitaine Anthony Mualushayi. Il a particulièrement alerté sur le recrutement de mineurs par les miliciens Mobondo, qui ne cessent de renforcer leurs rangs. Ce porte-parole des FARDC dans le Grand Bandundu a expliqué que «ces enfants sont armés et drogués pour commettre des exactions en toute inconséquence». Une déclaration faite après

que les FARDC aient constaté «un afflux d'enfants parmi les miliciens arrêtés lors des différentes vagues d'arrestations».

DES FIGURES DEPUIS KINSHASA.

« Ces miliciens ne cessent de recruter dans certains villages pour traumatiser, attaquer la population et incendier des villages. Ils recrutent en majorité des enfants, des mineurs. À chaque fois que nous procédons à des arrestations, nous constatons qu'il y a beaucoup de mineurs dans les rangs des insurgés. Ils sont armés, drogués et, parfois, ils commettent des actes contre la population civile de manière inconsciente », a poursuivi le porte-parole. Mais l'armée reste déterminée à éradiquer ce phénomène Mobondo. « Des opérations de combat sont en cours dans certains territoires pour mettre hors d'état de nuire ces insurgés. Il faut également noter que la majorité d'entre eux ont été arrêtés par l'armée congolaise et transférés à Kikwit et à Kinshasa », a-t-il ajouté. Dans la région du Bandundu, la milice Mobondo reste active depuis le début des atrocités en juin 2022. À en croire un rapport du Conseil

Norvégien pour les Réfugiés, NRC, datant du 24 mai 2024, «le phénomène Mobondo puise sa force dans les valeurs traditionnelles qu'il valorise, associées à un fort sentiment de communautarisme. Des accusations ont été portées contre cette milice concernant des attaques perpétrées contre les villages Tékés et des expulsions de leurs habitations. Ces incidents ont des répercussions significatives sur la dynamique politique et socio-économique locale. Selon les témoignages collectés, certaines figures politiques semblent jouer un rôle dans la manipulation et le soutien aux groupes ethniques impliqués, ce qui contribue à attiser les tensions et à prolonger les conflits. Les discussions avec les leaders communautaires indiquent que certains politiciens auraient obtenu des titres de propriété pour des terres qu'ils auraient acquises, une situation déplorée par certaines communautés, en particulier les Tékés ». Puis : « Il est allégué que ces responsables politiques, présumés agir depuis Kinshasa, auraient profité des troubles et des déplacements forcés pour s'accaparer des terres et obtenir des

documents officiels de propriété pour des parcelles qui n'ont jamais été légalement mises en vente. Ces acquisitions liées à des exploitations agricoles, qui datent d'avant la récente crise, contribuent à intensifier les tensions au sein des communautés locales, du fait que la

plupart des nouveaux acquéreurs ne sont pas des membres des communautés autochtones concernées. L'on note également le changement des noms de certaines localités contrôlées par la milice Yaka. Les miliciens ont changé les noms des villages Miboro qui est deve-

nu le village «Feshi», Engweme a été rebaptisé «Bumba», et le village anciennement autochtones est dénommé «Bulungu». Dans les villages Likanda ya Kala et Tomo, les miliciens exigent le paiement de frais comme droit d'entrer et de sortir dans ces localités ».

avec AGENCES ■

Communication, pensons Congo

Congo d'abord ou Pensons Congo. Voilà qui devrait être aujourd'hui le récit des médias congolais.

À Kalemie, chef-lieu de la province du Tanganyika, le président de la section locale de l'UNPC, l'Union nationale de la presse du Congo, Matthias Makolovera, a fait samedi 1er février une mise au point au cours d'un entretien avec les professionnels des médias. Il a appelé les journalistes à faire preuve de rigueur dans le traitement des informations et à ne pas faire l'apologie des rebelles du M23 soutenus par le Rwanda. Matthias Makolovera a attiré l'attention des professionnels des médias sur l'impact que peuvent avoir des informations diffusées au profit de l'ennemi en ces temps de guerre. Il les a également exhortés à respecter l'éthique et la déontologie qui régissent la profession au Congo. « Pensons à notre pays, le Congo, c'est l'unique pays que nous avons tous, c'est notre dénominateur commun qui ne doit pas être divisé. Nos moyens de communication sont les plus utilisés par les belligérants. Donc, il était important pour nous de rappeler certains principes de notre métier en cette période, tout en nous référant au message officiel du CSAC, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication qui demande de ne pas relayer les informa-

tions qui mettent en lumière les actions du M23 à Goma ». Matthias Makolovera a aussi encouragé les médias à se référer aux sources officielles et à s'abstenir de publier sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels des informations propagandistes pro-rebelles. Il les a également appelés à ne pas partager les informations dont la source n'est pas clairement identifiée. À Kinshasa, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a instruit vendredi 31 janvier, le Gouvernement, à créer une cellule de communication « mixte », chargée de coordonner la communication institutionnelle sur la situation sécuritaire du pays.

REPENSER LES MÉDIAS.

« Pour une communication institutionnelle plus responsable, le Président Tshisekedi a engagé le Gouvernement, à créer une cellule immédiate de crise, rassemblant les services de Communication, le Gouvernement et la Présidence, avec pour mission d'initier et de coordonner la communication institutionnelle sur la situation sécuritaire au pays », a déclaré Patrick Muyaya Katembwe, ministre de la Communication et Médias qui a cité le Président de la République qui a attiré l'attention des membres du Gouvernement sur « une guerre d'agression qui ne doit nullement laisser la place à l'improvisation ou à la cacophonie, grâce à une communica-

tion institutionnelle cohérente, responsable et stratégique car c'est avec gravité que des voix parfois mal informées affaiblissent notre message et donnent prise à l'ennemi », a rapporté Patrick Muyaya Katembwe. À en croire Muyaya, il s'agit d'une démarche qui « permettra à notre population d'avoir une information claire, juste et vérifiée afin de renforcer sa résilience et sa mobilisation aux côtés des Forces armées congolaises ». Le Président de la République, a rapporté Patrick Muyaya Katembwe, « a donné sa vision sur le mode de fonctionnement et la mission essentielle de la dite cellule de crise, qui doit imposer une discipline communicationnelle stricte dans le paysage médiatique congolais. La tenue d'un point de presse régulier sur la situation sur terrain et validé par cette cellule, afin d'informer l'opinion nationale et internationale et contrer la campagne hostile, l'observance d'une discipline communicationnelle stricte ou seules les personnes habilitées s'exprimeront, les ministres cadres devront aligner leurs interventions autour du ministre de la Communication et Médias », a précisé le ministre Muyaya, qui a appelé à la mise en place d'un réseau efficace de communication entre le Gouvernement et l'Armée nationale. En un mot, les médias sont avant tout des médias d'un pays, des médias congolais, donc des médias citoyens.

avec AGENCES ■

Les élus du Kivu rencontrent le Chef de l'État à la Cité de l'UA

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a eu un rencontre jeudi 30 janvier, tard dans la soirée, à la Cité de l'Union Africaine, avec le caucus des députés nationaux et des sénateurs originaires des provinces en guerre du Nord et Sud-Kivu. Au centre : la situation sécuritaire préoccupante dans ces deux provinces du pays.

Les échanges ont porté d'une part sur les conséquences

liées aux attaques du mouvement rebelle M23 activement soutenu par les RDF, Rwanda Defence Force, l'armée rwandaise, notamment dans la ville de Goma et, d'autre part, sur des efforts que le Gouvernement entreprend pour secourir la population meurtrie, tout comme sur des dispositions prises en vue de libérer la partie occupée par les forces ennemies.

ASSURANCES.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a donné aux élus des assurances sur les efforts diplomatiques prometteurs pouvant amener la commu-

nauté internationale à exiger le retrait du pays par le Rwanda de ses militaires. Il ressort de ces échanges que la ville de Goma connaît un drame sécuritaire et humanitaire sans précédent à la suite de cette invasion par l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23. « La situation dans la ville de Goma est dramatique. Des cadavres jonchent les rues, l'eau et l'électricité sont coupées depuis plusieurs jours, et les habitants ne peuvent pas s'approvisionner en nourriture », a décrit le député national Jacques Safari Nganizi, président du caucus des élus du

Nord-Kivu. En dépit de cette situation extrêmement préoccupante, le Chef de l'État s'est montré rassurant. « Le Chef de l'État nous a affirmé que le processus diplomatique évolue très bien. Il espère que la communauté internationale va entendre la voix de la RDC et exiger au Rwanda le retrait de ses troupes. Il a aussi assuré qu'il travaille avec la Monusco et les organisations humanitaires pour assister nos frères ». Les élus ont exprimé leur soutien au Chef de l'État pour toutes les démarches politiques, diplomatiques et militaires entreprises.

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assentit-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo y a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Washington, Londres, Berlin, Paris, Pretoria, etc., citent Kigali

Face au Congo, sont-ils hypocrites? Ils ?

Les pays occidentaux. Mais aussi nombre de pays du Continent. Les Congolais en sont convaincus. Mais ces deux dernières semaines n'ont pas été des plus faciles pour le Rwanda. Une guerre de trop au Congo ? Sera-t-ce la dernière de ces guerres? La région se dirige-t-elle vers « la III^{ème} guerre mondiale africaine » ? Au Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, certains en parlent déjà. De Washington à Paris, en passant par Londres, Berlin, Pretoria, Bujumbura, etc., les mêmes mots: « le Rwanda, pays agresseur du Congo, son voisin de l'Ouest, est une menace la sous-région voire pour l'Afrique du Sud ».

La porte-parole du régime rwandais, Yolande Makolo (née de père congolais et de mère rwandaise), a bien été coincée par une question d'un média européen qui voulait savoir si des officiers rwandais se trouvaient aux côtés du M23. Elle a préféré botter en touche en allant nier les accusations concernant les enfants soldats. « L'affirmation selon laquelle des mineurs auraient été recrutés dans les camps est absurde, il s'agit d'une guerre de l'information flagrante contre le Rwanda ». Mais les rapports d'experts des Nations unies expliquent en détail comment les effectifs du mouvement rebelle M23 ont augmenté depuis mai, date à laquelle ils étaient estimés 3.000. Les rapports documentés des experts des Nations Unies estiment désormais qu'entre 3.000 et 4.000 militaires de l'armée rwandaise, des Forces Spéciales Rwandaises, sont présents à l'Est du Congo, montrant des photographies authentifiées, des



De haut en bas, de g. à dr., ceux qui semblent le plus faire peur à Kigali, le président américain Donald Trump, le Premier ministre du Royaume Uni Keir Starmer, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, le chancelier allemand Olaf Scholz. DR.



images de drones, des enregistrements vidéo, des témoignages et des renseignements. De là l'embarras de Yolande Makolo. Les combattants du M23 capturés déclarent publiquement que les Rwandais étaient connus sous le nom de « Friendly Force ». Le rapport de décembre des experts onusiens indique que le terme anglais était « utilisé de manière générique », même lorsque les personnes interrogées s'exprimaient dans d'autres langues. Ils ont déclaré que ces forces spéciales rwandaises étaient là pour former et soutenir les rebelles, et qu'elles n'interagissaient pas avec les membres réguliers du M23. Paul Kagame, le président rwandais, lui-même ne s'en cache plus comme autrefois. Ni tous ses hommes politiques. Ils estiment qu'envahir le Congo c'est sécuriser le Rwanda et son peuple, la communauté tutsie ! L'Ouganda, allié du Rwanda, de la même communauté tutsie, mécontent de l'existence d'un autre groupe rebelle au Congo qui menace sa sécurité, est également accusé d'aider le M23, ses officiers ayant également été aperçus à Tchanzu. Le rapport des experts des Nations Unies affirme que

Kampala a également fourni des armes, accueilli sur son sol des chefs rebelles.

LES SANCTIONS AUX PORTES.

D'où la retenue exprimée publiquement par le président américain Donald Trump. Interrogé lors d'une récente conférence de presse à la Maison Blanche, après la collision au-dessus du fleuve Potomac, qui traverse la capitale américaine, Washington, entre un avion de ligne et un hélicoptère, la journaliste voulant savoir si Trump avait un plan pour ramener la paix au Congo, le président américain connu pour ses punchlines, a préféré citer nommément le Rwanda. « Vous me posez une question sur le Rwanda ? Et c'est un problème très sérieux, je suis d'accord. Mais je ne pense pas qu'il soit approprié d'en parler maintenant ». En clair, Donald Trump sait tout sur le Rwanda mais préfère pour le moment ne pas s'exprimer publiquement sur le sujet. N'empêche ! Une déclaration du Sénat américain à majorité républicaine est claire : « Le M23 doit immédiatement arrêter son avancée sur Goma, et toutes les parties doivent cesser les hostilités, rétablir un accès

humanitaire sans entrave et honorer leurs engagements dans le cadre du processus de Luanda ». Le 28 janvier, Marco Rubio, le secrétaire d'État américain, a appelé au téléphone le président rwandais. « Le secrétaire Rubio a souligné que les États-Unis sont profondément troublés par l'escalade du conflit en cours dans l'Est du Congo, en particulier par la chute de Goma aux mains du groupe armé M23 soutenu par le Rwanda. Le secrétaire a appelé à un cessez-le-feu immédiat dans la région, et à ce que toutes les parties respectent l'intégrité territoriale souveraine. Le secrétaire Rubio a fait savoir que l'objectif primordial des États-Unis est d'instaurer une paix durable qui répond aux préoccupations en matière de sécurité et jette les bases d'une économie régionale prospère », écrit dans un communiqué officiel la porte-parole du département d'État Tammy Bruce. Dans un tweet sur son compte X (ex-Twitter), Kagame, gêné, a fait état de cet appel insistant sur les rapports que le Rwanda souhaite nouer avec l'administration Trump. Elise Stefanik, la représentante permanente des États-Unis aux Nations Unies,

n'y est pas allée par le dos de la cuillère. « Nous condamnons la prise de Goma et exhortons le Conseil d'envisager des mesures pour stopper les avancées territoriales des troupes rwandaises et du M23 », a-t-elle déclaré. « Nous allons utiliser tous les moyens à notre disposition pour que les responsables du conflit, de l'instabilité et de l'insécurité en RDC rendent des comptes », a-t-elle poursuivi. La délégation américaine a déclaré envisager « tous les outils à sa disposition en vue d'une reddition de comptes pour les actes de déstabilisation commis en RDC ». L'ambassadeure de Trump ne peut pas avoir été aussi claire sans le quitus du président américain. Pareil pour le Royaume Uni. Dans un communiqué rendu public le 30 janvier, le FCDO, Foreign, Commonwealth and Development Office, service qui s'occupe de l'élaboration des politiques et des programmes d'éducation à l'échelle mondiale, déclarait que « le Royaume Uni condamne l'occupation de Goma ainsi que des autres cités à l'Est du Congo par le M23 et les Forces de Défense rwandaises. Ceci est inacceptable pour la souveraineté

du Congo et cela va à l'encontre de la Charte des Nations Unies, ce qui représente un risque de mettre en péril la stabilité de la région. Le Royaume-Uni appelle au retrait immédiat de tous les FDR du territoire congolais. Le 26 janvier, le ministre des Affaires étrangères a déclaré au président Kagame qu'une attaque contre Goma provoquerait une forte réponse de la communauté internationale. Le 29 janvier, Lord Collins a clairement indiqué au Haut-Commissaire rwandais que les actions du Rwanda dans l'Est du Congo étaient inacceptables et a exprimé sa profonde préoccupation face aux informations selon lesquelles le M23 et les FDR avançaient à travers le Sud-Kivu en direction de Bukavu (...) Le Royaume-Uni appelle au retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire congolais. Le Royaume-Uni étudie activement les prochaines étapes, aux côtés de ses partenaires internationaux, y compris la possibilité de réexaminer l'ensemble de son soutien au Rwanda (...). Le M23 n'aurait pas pu prendre Goma sans l'appui des RDF. Le Royaume-Uni continuera de faire tout ce qui est en son

pouvoir pour que le monde reste concentré sur ce conflit ». Le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, a déclaré que 32 millions de livres (40 millions de \$US) d'aide bilatérale annuelle pour le Rwanda étaient menacés ». Berlin, autre gros soutien de l'économie rwandaise pour l'histoire qui lie l'Allemagne au Rwanda, a, sans attendre, annulé des discussions sur son aide au développement avec Kigali, exigeant du Rwanda et de ses alliés du M23 qu'ils retirent leurs forces de l'Est du Congo. Le ministère allemand du Développement et de la Coopération économique a déclaré le 28 janvier à l'Agence France Presse avoir annulé des « consultations gouvernementales » prévues pour février avec le Rwanda. « Dans l'escalade (de la situation) actuelle, il ne peut pas y avoir de « business as usual », a déclaré un porte-parole du ministère allemand. « Les discussions sur la coopération et l'aide au développement ne pourront reprendre que lorsque le Rwanda et le M23 auront mis fin à l'escalade et se seront retirés », a-t-il dit. « Le ministère allemand de la Coopération économique se concerta actuellement avec d'autres donateurs sur les conséquences à tirer », a-t-il ajouté. Signe que les « sanctions » réclamées par Kigali frappent aux portes de Kigali ? À Paris, donné pour un ami de Kagame, Emmanuel Macron déjà affaibli politiquement en interne, (suite en page 5).

À l'international, des punchlines qui font mal au Rwanda

(suite de la page 4).

ne peut plus tenir longtemps. Au Parlement, la pression monte.

Sur la grande chaîne d'info en continu LCI, Marine Le Pen, qui a désormais le pouvoir à l'Assemblée nationale française, n'a pu cacher son choc sur le Rwand. « Si l'Union Européenne était si attachée à l'éthique, elle arrêterait d'être le receleur du pillage qu'effectue le Rwanda à l'égard de la République Démocratique du Congo ».

Le président français qui multiplie les appels téléphoniques à Kigali et à Kinshasa a dépêché dans les deux capitales son ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. Le chef de la diplomatie française a rencontré les deux présidents congolais et rwandais.

Aucun doute possible. « Paris condamne l'offensive du M23 et des forces rwandaises. Le M23 doit se retirer des territoires dont il a pris le contrôle, et les forces rwandaises doivent quitter « instantanément » le territoire congolais, avait déjà déclaré Jean-Noël Barrot.

Paris rappelle que la France est un allié stratégique du Congo. Et déploie tout son arsenal diplomatique pour trouver une solution à la crise. Le Palais de l'Élysée dit suivre « avec une extrême attention, une extrême préoccupation (...) l'offensive du M23 avec l'appui des forces rwandaises », d'abord sur Goma et « qui se poursuit plus au Sud, dans le Sud-Kivu ». Macron ne cesse d'échanger avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et « il reste aussi en lien avec le président Kagame », selon l'Élysée. Le président français parle aussi avec les présidents kenyans William Ruto, brazza-congolais Denis Sassou Nguesso, angolais João Lourenço, ougandais Yoweri Museveni, burundais Évariste Ndayishimiye, sud-africain Cyril Ramaphosa. Macron assure qu'il y a « un consensus général sur la nécessité



À New York, au Conseil de sécurité, l'invasion de l'armée rwandaise dans le Kivu unanimement condamnée. DR.

de parvenir à faire cesser les hostilités ». Ce qui est un « préalable à la reprise du dialogue ».

Il est clair que Kagame est mis sous forte pression. Le 31 janvier, devant le corps diplomatique et consulaire accrédité au Burundi, le président burundais Évariste Ndayishimiye n'a pas mâché les mots sur son voisin. « Nous savons que le Rwanda est en train de préparer quelque chose contre le Burundi. Heureusement, les Burundais sont avertis, a-t-il déclaré. Le Rwanda continue à faire « des conquêtes des territoires d'un autre pays (...). Je sais qu'il va arriver même au Burundi. Puisqu'il est en train d'entretenir de jeunes réfugiés. Il les arme. Maintenant, il en train de les aguerir à la guerre au Congo. Un jour, ils vont venir au Burundi. Nous sommes au courant de ce plan. Nous n'allons pas accepter ». Ndayishimiye a prévenu qu'il y avait un risque d'embrasement régional du conflit qui sévit l'Est du Congo. « Nous avons une menace dans la région. Et ce n'est pas seulement le Burundi qui éprouve cette menace. Même la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya. Si l'Est du Congo n'a pas de paix, la région ne peut non plus l'avoir. Les Sud-Africains sont en train de souffrir à l'Est du Congo. Est-ce que vraiment vous voyez où se trouve l'Afrique du Sud ? Mais cette guerre à l'Est du Congo a des conséquences sur l'Afrique

du Sud (...). Vous voyez ce qui se passe ici tout près de chez nous. Pourquoi ce silence ? Est-ce que la communauté internationale ne voit pas les conséquences ? La communauté internationale, qu'est-ce qui manque ? C'est parce qu'il y a une complicité » ?

ESCALADE VERBALE AVEC PRETORIA.

Sur le M23 et les propositions de cantonnement qui lui avait été faites, Ndayishimiye dévoile un passage. Il avait été en contact avec les responsables du M23 mars, rappelant l'essentiel de ce qui leur avait demandé. « Si réellement vous n'êtes pas des Rwandais, pourquoi vous n'acceptez pas de déposer les armes et emprunter le chemin de la paix ? Comme vous êtes Congolais, vous aimez votre pays. Aussi longtemps que vous n'acceptez pas d'être cantonnés, on ne saura pas qui est Congolais et celui qui ne l'est pas. La zone de Rumangabo (Nord Kivu, ndlr) est celle qui avait été identifiée. On y avait envoyé les chefs d'état-major pour évaluer cette nouvelle zone. Ils ont confirmé qu'il y avait toutes les facilités de la vie. Et le M23 avait accepté d'aller dans le cantonnement tout en voulant savoir ce qui allait suivre après. On leur avait dit qu'on allait les intégrer dans le processus de paix de Nairobi et j'avais essayé de convaincre le gouvernement congolais qui avait finalement accepté. On avait mis en place

tout le nécessaire ». Entre le Rwanda et l'Afrique du Sud présente au Congo dans deux missions, Monusco et SADC, rien déjà ne marchait pas. Désormais, la tension atteint son comble. Après des propos des officiels sud-africains sur un entretien téléphonique entre les présidents des deux pays, Kagame a piqué une colère estimant qu'il y a eu mensonge, déclarant que l'armée rwandaise n'est pas « une milice », comme l'a qualifiée Pretoria. Des médias en Afrique du Sud ont rapporté que des officiels sud-africains avaient mis en garde le Rwanda contre une attaque visant ses troupes, laquelle constituerait immanquablement une « déclaration de guerre ». Or, treize soldats sud-africains ont été tués lors de la prise de Goma. « La première menace contre l'armée sud-africaine est venue du M23 un groupe soutenu par l'armée rwandaise », selon la Chef de la Force de défense nationale sud-africaine, le général Rudzani Maphwanya. Kagame a démenti avoir reçu ce type d'avertissement. Dans un communiqué publié mercredi 29 janvier, Ramaphosa a blâmé la milice du M23 et les RDF, les désignant comme responsables de l'escalade à l'œuvre au Congo. « La ministre de la Défense et des anciens combattants, Mme Angie Motshekga, le chef de la SANDF, le général Rudzani Maphwanya et le commandant

de la force du SAMIDRC, le général de division Monwabisi Dyakopu, s'efforcent de garantir que les forces du SAMIDRC restent bien équipées et suffisamment soutenues pendant cette mission cruciale, a écrit Ramaphosa. Suite à la récente intensification des combats dans l'est du Congo, l'Afrique du Sud a perdu 13 courageux soldats dévoués à leur mission et engagés en faveur de la paix. Les combats sont le résultat d'une escalade de la part du groupe rebelle M23 et des Forces de défense rwandaises qui affrontent les FARDC et attaquent les soldats de la paix de la Mission de la SADC en République démocratique du Congo (SAMIDRC) », a-t-il poursuivi.

Kagame a contesté la légitimité de l'Afrique du Sud à intervenir dans la région en laissant entendre que sa présence pourrait déboucher sur un affrontement. « Si l'Afrique du Sud veut contribuer à faire émerger des solutions pacifiques, c'est une très bonne chose, mais elle n'a aucune légitimité à se placer en pacificatrice ou en médiatrice dans ce conflit. Et si elle va à la confrontation, le Rwanda se tient prêt à faire face à toute éventualité ».

Le célèbre opposant sud africain Julius Malema a accusé le Rwanda d'agir comme mandataire des intérêts occidentaux au Congo. « Plus de 200 entreprises du Royaume-Uni et de Belgique se livrent à l'achat de minéraux au Congo, ces pays financent directement des groupes armés et contribuent aux violences en cours », affirme Julius Malema.

Le pape François a exprimé sa préoccupation sur la situation dans la région de Goma. « J'invite les autorités locales et la communauté internationale à un engagement maximal pour trouver la paix », a-t-il déclaré. La Belgique, l'ancienne colonie, a convoqué le chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade au Rwanda au SPF, le Service Public Fédé-

ral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. La Belgique a réitéré sa position ferme, y compris l'appel au retrait des troupes rwandaises et à l'arrêt du soutien au M23.

« Compte tenu des développements malheureux sur le terrain, et dans la recherche de la paix et de la stabilité en RDC et dans la région, l'A3+ (Algérie, Somalie, Sierra Leone et Guyana) exhorte le Gouvernement rwandais à retirer ses troupes des territoires du Congo sans conditions préalables et sans délai, et à cesser son soutien présumé au M23/AFC. De même, nous exhortons le Gouvernement de la RDC à rompre ses liens avec les FDLR et à mettre en œuvre son engagement à neutraliser ce groupe », le groupe A3+ du Conseil de sécurité de l'ONU. « La déclaration du Conseil n'a pas arrêté le M23 et ceux et celles qui soutiennent ce groupe de prendre Goma et de continuer les combats », a regretté la Russie.

Pour la Chine, « peu importe les objectifs et les revendications du M23, les civils doivent être protégés ». Pékin a mis l'accent sur le risque accru de conflit régional, réaffirmant son soutien à la souveraineté du Congo et son opposition à toute violation de la Charte des Nations Unies et au droit international.

« L'instabilité dans la région des Grands Lacs est en grande partie un reliquat de l'ère de la colonisation », a commenté la Russie qui a fait valoir que, sans règlement du statut du M23, les tentatives de règlement du conflit resteront vaines. Elle a appelé les pays de la région des Grands Lacs à lutter contre l'exploitation illicite des ressources naturelles du Congo, dénonçant au passage un détournement de ressources servant les intérêts d'acteurs extérieurs. « Le Canada appelle à la cessation immédiate de tout soutien apporté aux groupes armés, y compris aux

troupes étrangères en territoire congolais, ainsi que du soutien continu apporté au M23 ».

Le Secrétaire Général de l'ONU António Guterres s'est dit profondément préoccupé par l'escalade de la violence dans l'Est du Congo et réitère sa condamnation la plus ferme de l'offensive en cours du groupe armé M23 et de ses avancées vers Goma, au Nord Kivu, avec l'appui des Forces rwandaises de défense ».

« Les attaques contre les casques bleus et le personnel civil des Nations Unies peuvent constituer des crimes de guerre », a déclaré Jean Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix.

« Le Rwanda appuie activement le M23, dit Bintou Keita, la Représentante spéciale du Secrétaire général au Congo et Cheffe de la Monusco, qui évoque également le dispositif mis en place par la Monusco pour faire face à la situation ». D'après l'ONU, les combats à Goma, ont causé la mort de 700 personnes.

« Je pense qu'il y a la complaisance de la Communauté internationale vis-à-vis du Rwanda (...) en 2012 déjà, à 3 ou 4 mois au début de la rébellion, les bailleurs de fonds avaient coupé 240 millions de \$US d'aide au Rwanda, et le M23 n'avait duré qu'un an et demi, alors qu'aujourd'hui, nous sommes déjà à la 4ème année et toujours pas de sanctions », déclare Jason K. Stearns, directeur du Groupe d'étude sur le Congo, GEC. Pour la communauté internationale, la prise en compte de la feuille de route de Luanda est la seule voie possible pour favoriser la désescalade et « éviter la menace imminente d'une troisième guerre au Congo » après la prise de Goma par le M23 et les forces rwandaises.

Un avis partagé le 28 janvier au Conseil de sécurité par l'ensemble des délégations présentes à l'exception de Kigali. **ALUNGA MBUWA**

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Qu'attendre des deux réunions du Conseil de sécurité tenues à New York

C'est la toute première fois que le secrétaire général des Nations Unies, le Portugais Antonio Guterres désignait le Rwanda - les Forces rwandaises de défense qu'il appelait à se retirer du territoire congolais et à cesser leur soutien au groupe armé M23, joignant sa voix à celle de plusieurs membres du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce dimanche 26 janvier, Guterres s'est dit « profondément préoccupé par l'escalade de la violence », selon un communiqué de son porte-parole.

Antonio Guterres avait jusqu'à présent, dans ses déclarations publiques, fait référence aux conclusions d'un rapport de référence d'experts de l'ONU mettant en lumière le rôle du Rwanda aux côtés du « mouvement du 23 mars », M23 engagé dans des combats contre l'armée congolaise au Nord Kivu. Mais n'avait jamais explicitement appelé les forces rwandaises à cesser leur soutien et à se retirer. Antonio Guterres a « rappelé que les attaques contre le personnel des Nations unies peuvent constituer un crime de guerre », a déclaré son porte-parole, alors que trois Casques bleus venaient d'être tués. Lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité dimanche 26 janvier, plusieurs États membres ont pointé du doigt le Rwanda, notamment la France, les États-Unis et le Royaume-Uni. Mais d'autres n'ont pas nommé Kigali, comme la Chine ou les États africains. Le Conseil dans son ensemble n'avait jusqu'à présent jamais accusé le Rwanda de prendre part directement au conflit, se contentant de souligner l'importance de l'intégrité territoriale du Congo. À la suite de ce nou-



La ministre congolaise des Affaires étrangères Thérèse Kayikwamba Wagner lors de l'une de ses deux allocutions devant le Conseil de sécurité à New York. DR.

veau contexte, l'ambassadeur de France à l'ONU Nicolas de Rivière a indiqué travailler sur une déclaration du Conseil pour « appeler un chat un chat », en référence au Rwanda. « La France appelle l'ensemble du Conseil de sécurité à se mobiliser et à condamner d'une même voix cette menace grave à la paix et à la sécurité régionale et internationale », a-t-il plaidé.

« CINQ DEMANDES URGENTES ».

La ministre congolaise des Affaires étrangères Thérèse Kayikwamba Wagner est allée plus loin. Elle a demandé au Conseil d'imposer des sanctions économiques et politiques contre Kigali, notamment des gels d'avoir et interdictions de voyage contre des responsables militaires et politiques, et un « embargo total sur les exportations de minerais étiquetés comme rwandais, en particulier le coltan et l'or ». Extrait de la déclaration de la ministre congolaise faite mardi 28 janvier devant le Conseil de sécurité. Ci-après : « Les dernières vingt-quatre heures, plus de cent blessés ont été accueillis dans les centres de santé du Comité International

de la Croix Rouge et la situation humanitaire continue à se dégrader avec plus de cinq cent mille nouveaux déplacés dans les Provinces du Nord et Sud-Kivu pour le mois de janvier uniquement. Les Forces de Défense Rwandaises, RDF, et leurs supplétifs du M23 ont franchi nos frontières, occupent nos villes et nos villages, chassent nos compatriotes de leurs foyers et installent une administration parallèle en violation du droit international et ce, en violation des positions claires de ce Conseil. Jusqu'à quand le Rwanda continuera-t-il d'abuser de votre respect et de votre autorité ? Quel instrument international doit-il encore violer pour que ce Conseil prenne enfin les mesures nécessaires contre Kigali ? De la Charte des Nations Unies, au droit international humanitaire, aux droits de l'homme, en passant par les processus de paix de Luanda et de Nairobi, le Rwanda a prouvé que vos déclarations ne lui importent guère. Le cessez-le-feu du 04 août 2024 n'a été, pour lui, qu'une chimère, et il s'est permis d'ignorer vos avertissements du 26 janvier 2025, allant jusqu'à bombarder des hôpitaux et des maisons dans la ville

de Goma. Pas plus tard que dimanche 26 janvier, le Rwanda, pays contributeur en troupes des Nations Unies, par le truchement de son représentant, a considéré ce Conseil comme complice de sa déstabilisation, allant jusqu'à associer la Monusco à cette démarche invraisemblable. Si cette stratégie a porté des fruits par le passé, le temps de la manipulation et du mensonge est désormais révolu. La vie de la population civile, privée de moyens de subsistance depuis maintenant quatre jours à Goma, dépend des décisions que vous devez prendre aujourd'hui. Nous ne sommes pas venus aujourd'hui vous dire ce que vous ne connaissez pas. Mais nous sommes venus vous demander de prendre le courage de faire ce qui est droit et ce qui est dans vos prérogatives. Les vies des civils ne peuvent pas être pendus à la machinerie politique qui observe sans agir. Nous exigeons des actions. Reconnaitre la responsabilité du Rwanda dans les violations multiples de notre souveraineté, ainsi que dans les atrocités qu'il commet, a été insuffisant pour qu'il cesse sa poursuite du conflit. Les victimes ne sont plus seulement congolaises.

Le Rwanda a frappé l'Afrique et l'Amérique latine en tuant des militaires sud-africains, malawites et uruguayens venus protéger les civils. Il a frappé ce Conseil en tuant des casques bleus de la Monusco. N'est-ce pas une preuve suffisante pour vous que lors de chacune des réunions convoquées par ce Conseil, la liste des orateurs regorge de pays d'Afrique et d'ailleurs, cherchant à vous pousser à agir ? Dimanche, c'était l'Afrique du Sud, le Burundi, l'Uruguay. Aujourd'hui encore, nous sommes rejoints, dans un esprit de solidarité, par nos frères et sœurs de l'Angola, de l'Afrique du Sud, de l'Uruguay, du Guatemala, du Zimbabwe, du Sénégal et du Burundi. Tous ont répondu, car l'humanité est en jeu. Tous sont venus voir ce que vous allez faire. À quel seuil de catastrophe humanitaire et de violations flagrantes de notre territoire devrez-vous enfin agir pour sanctionner les responsables du M23, les officiers rwandais et leurs complices ? Si ce conseil ne sanctionne pas, l'histoire marquera ce temps comme l'époque de l'impuissance et de l'indifférence du Conseil de Sécurité. Le droit de rachat de ce conseil sur cette

crise n'est nulle part ailleurs que dans ses actions immédiates. Et déjà, nous voyons venir une manœuvre prévisible : le Rwanda, qui a délibérément dirigé cette guerre sur le territoire d'un autre État souverain, le nôtre, commence à revendiquer que les combats atteignent son propre sol. Mais que pouvait-il espérer ? Une guerre ne connaît pas de frontières. Elle est sale, elle consume tout sur son passage, les forts comme les faibles. Les soixante-douze dernières heures ne sont qu'un échantillon de la tragédie régionale qui menace. Une tragédie que le peuple congolais connaît depuis des décennies. Une tragédie nationale que ce Conseil peut encore arrêter et une tragédie régionale que ce conseil peut prévenir par une action résolue et courageuse. Certains voudraient faire croire que l'inaction est une solution africaine. Nous sommes un pays africain sous attaque. Mais cette attaque dépasse nos frontières. Elle est une attaque contre le multilatéralisme, contre les principes même des Nations Unies, contre chacun de nous. Laisser cette crise s'enliser sous prétexte qu'elle serait « un problème africain nécessitant une solution africaine » revient à trahir l'esprit de solidarité internationale qui fonde cette Organisation et l'esprit de responsabilité de sécurité collective qui justifie même votre présence comme membre de ce Conseil. Nous réitérons avec insistance nos 5 demandes urgentes : Un, le retrait immédiat des troupes rwandaises et la cessation des hostilités. Deux, la mise en place de sanctions ciblées contre la chaîne de commandement des RDF et les décideurs politiques rwandais. Trois, l'imposition d'un embargo sur les ressources naturelles déclarées comme rwandaises, en parti-

culier le coltan et l'or. Quatre, la révocation du Rwanda en tant que contributeur de troupes aux Nations Unies. Cette histoire On ne peut être à la fois agresseur et prétendre jouer un rôle dans la promotion de la paix. Cinq, la transparence totale sur les transferts d'armes au Rwanda. Ces transferts doivent être arrêtés immédiatement pour empêcher qu'ils continuent à alimenter la violence et l'instabilité. Nous sommes ici parce que c'est ici que le monde doit gérer ces défis. Si ce conseil échoue, la rue va s'en charger. Comme vous le savez très bien, la rue n'a pas d'ordre, ni de tempérament. Il y a 48 heures, devant ce Conseil de Sécurité, nous avons une nouvelle fois attiré votre attention sur la déclaration de guerre du Rwanda contre mon pays. Une balle qui frappe dans le cœur ne saurait laisser le reste du corps indifférent. La République Démocratique du Congo est en guerre, et face à cette agression, l'inaction collective semble malheureusement embraser cette situation jusque dans sa capitale. (...) L'indifférence n'est plus une option. Ce conseil ne devrait se permettre de rester passif, car chaque jour sans réponse concrète fait grandir le prix du silence. Le moment est venu pour ce Conseil de démontrer son courage et son engagement. L'histoire retiendra vos choix. Que cette assemblée soit le rempart de la justice et de la dignité humaine ». Deux réunions du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York en urgence et en 48 heures, les 26 et 28 janvier 2025, sur la guerre du Rwanda au Congo. Nul doute, un succès pour la forme pour le Congo qui en a pris l'initiative. Qu'en dire sur le fond ? Attendons d'en savoir plus au sommet (convoqué en urgence) SADC-EAC.

Sans doute le discours le plus attendu à ce jour

Selon des observateurs, ce fut le discours le plus attendu à ce jour. Alors que l'armée rwandaise avait traversé en pleine journée la frontière du pays, que ses forces s'étaient emparées de la ville de Goma peuplée de un million d'habitants, le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo traînait de prendre la parole. C'est le mardi 29 janvier 2025 qu'il avait parlé, annonçant qu'«une riposte vigoureuse et coordonnée contre ces terroristes et leurs parrains (était) en cours. Nos vaillantes FARDC, symbole de courage et de patriotisme, sont pleinement mobilisées, prêtes à défendre chaque centimètre de notre territoire». Ci-après.

«En ces instants critiques pour notre nation, je m'adresse à vous avec la gravité et la solennité qu'impose la situation. L'Est de notre pays, en particulier les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, fait face à une aggravation sans précédent de la situation sécuritaire. Les Forces de Défense du Rwanda, RDF, en soutien de leurs marionnettes du M23, poursuivent leur entreprise terroriste sur notre territoire, semant la terreur et la désolation parmi nos populations. Je partage avec vous la douleur et l'indignation face à ces attaques barbares. Ces actes ne sont pas seulement une attaque contre la République, mais une offense à l'histoire et à la dignité de notre peuple. En ces moments difficiles, je vous appelle à la résilience et surtout à la résistance. Face à cette situation, permettez-moi de vous rassurer : une riposte vigoureuse et coordonnée contre ces terroristes et leurs parrains est en cours. Nos vaillantes Forces Armées de la République Démocratique du Congo, FARDC, symbole de courage



Le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lors de son message à la Nation après la prise de la ville de Goma par la RDF et ses supplétifs. DR.

et de patriotisme, sont pleinement mobilisées, prêtes à défendre chaque centimètre de notre territoire. J'ai personnellement convoqué et présidé des réunions de crise avec une équipe restreinte du Gouvernement, le Haut commandement militaire ainsi qu'une réunion interinstitutionnelle, afin d'évaluer les récents développements de la situation et de lever les options pour repousser les agresseurs et reconquérir chaque parcelle de notre territoire. À cet effet, j'ai nommé ce 28 janvier le Général-Major Évariste Somo Kakule au poste de Gouverneur militaire du Nord-Kivu pour renforcer la coordination des opérations militaires et restaurer l'autorité de l'État. Parallèlement, nous avons engagé d'importantes démarches diplomatiques, notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que dans le cadre du Processus de paix de Luanda, auquel nous restons pleinement engagés malgré les obstacles. Nous privilégions la voie du dialogue mais toujours avec lucidité, tout en restant fermement résolu à défendre notre territoire et notre souveraineté par tous les moyens nécessaires. Mais ce combat n'est pas celui des seules FARDC. C'est le combat de tout un peuple, le combat de notre identité congolaise, afin de léguer aux générations futures un pays

prospère et en paix. À tous nos compatriotes, dans chaque province, chaque ville, chaque territoire et chaque village, ainsi que ceux de la diaspora, sans distinction d'appartenances ethniques ou politiques, unissons nos efforts. Apportons un soutien indéfectible, moral et matériel, à nos vaillants soldats. Mobilisons-nous comme un seul homme pour défendre notre souveraineté et sauvegarder notre intégrité territoriale. Je suis pleinement conscient des souffrances de nos compatriotes qui fuient les hostilités. Le gouvernement est instruit d'activer le plan d'urgence humanitaire pour venir en aide aux déplacés. À vous, habitants de Goma et des environs, je ressens profondément votre douleur, qui est aussi la mienne. Elle traverse nos cœurs et nos âmes en tant que fils et filles d'une même patrie. Mais face à cette épreuve, je vous exhorte à puiser dans cette force intérieure qui fait la grandeur du peuple congolais. Résistez avec courage, faites preuve de vigilance constante et gardez votre calme malgré l'adversité. Sachez que nous ne sommes pas restés inactifs. Des plans de contingence sont préparés pour assurer la protection de la population civile et prévenir toute escalade de la violence. Les dispositifs de sécurité ont été renforcés pour protéger les

zones stratégiques, et nous travaillons sans relâche pour garantir le fonctionnement des services essentiels. Je tiens à rendre un hommage solennel à tous ceux qui ont payé le prix ultime dans cette lutte pour notre dignité et notre souveraineté. J'ai une pensée pieuse pour le Général-Major Peter Cirimwami, Gouverneur militaire du Nord-Kivu, tombé l'arme à la main. Je m'incline avec respect devant la mémoire de tous nos militaires et les Wazalendo tombés sur le champ d'honneur, des soldats de la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe, SADC, en République démocratique du Congo, SAMIDRC, qui combattent à nos côtés, des casques bleus de la Monusco qui ont sacrifié leur vie pour la paix, ainsi que des innombrables civils victimes de la barbarie ennemie. Leur courage et leur sacrifice ne seront jamais oubliés, et nous portons leur flambeau avec la ferme détermination d'achever leur noble combat. Je voudrais ici interpeller directement la communauté internationale et l'Union Africaine : le Rwanda continue de violer ouvertement et sans scrupule les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies ainsi que les accords régionaux. Pire, ces agissements se déroulent dans une impunité totale, et ce, avec un mépris

manifeste des règles internationales et des valeurs que ces institutions sont censées défendre. Cette attitude arrogante, qui ne cherche même plus à masquer ses forfaits, est une provocation inacceptable à l'égard de notre souveraineté et de la stabilité régionale. La présence de milliers de soldats rwandais sur notre sol, leur soutien politique, logistique et militaire à leurs pantins du M23, ainsi que leur implication dans l'exploitation illégale de nos ressources naturelles nous conduisent tout droit à une escalade aux conséquences imprévisibles, mettant en danger toute la région des Grands Lacs. Votre silence et votre inaction face à la barbarie du régime de Kigali et aux atrocités perpétrés par ses supplétifs sur notre territoire constituent un affront non seulement à la République Démocratique du Congo, mais également aux valeurs universelles de justice et de paix. Le peuple congolais prend acte de cette passivité, qui frôle la complicité. Soyez sûrs d'une chose : la République Démocratique du Congo ne se laissera pas humilier, ni écraser. Nous nous battons et nous triompherons. L'heure est certainement grave mais notre détermination est encore plus inébranlable. Ce moment critique nous offre l'opportunité de montrer au monde ce qui fait notre force:

notre unité sans laquelle tous nos efforts seraient vains. Je vous appelle à être vigilants, mais à ne pas céder à la haine, aux divisions ou à la violence. Je condamne avec la plus grande fermeté les actes de vandalisme et de pillage qui ont visé certaines missions diplomatiques accréditées en République Démocratique du Congo ainsi que des intérêts privés dans la Ville de Kinshasa. Ces comportements irresponsables dénaturent l'expression saine de notre colère face à l'agression barbare nous imposée et jettent une ombre sur les manifestations pacifiques de soutien à nos vaillantes Forces Armées, qui luttent avec courage et abnégation pour défendre notre souveraineté. Notre engagement doit rester ferme et discipliné. Nous gagnerons cette guerre par notre unité, notre courage et notre sens de responsabilité, et non par la violence aveugle et l'anarchie. Cette victoire ne sera possible que si chaque Congolais, où qu'il soit, prend toute la mesure du combat qui est le nôtre. J'appelle donc la nation entière : hommes et femmes ; jeunes et vieux ; acteurs politiques ; opérateurs économiques ; membres de la société civile, confessions religieuses, artistes et sportifs, à se mobiliser, à faire bloc derrière nos vaillantes Forces Armées et à contribuer, chacun à son niveau, à l'effort de guerre. J'ai instruit le Gouvernement de mettre en place des mesures rigoureuses de réduction du train de vie des institutions et de leurs animateurs, afin que les ressources ainsi économisées soient directement réorientées vers le soutien à nos Forces Armées. Dans cet effort national, j'en appelle également à la responsabilité du secteur privé, qui est invité à contribuer activement à cette cause commune. Nos soldats se battent avec héroïsme pour la défense de notre intégrité territoriale et de notre souveraineté. Ils ont besoin de notre soutien total, qu'il soit moral, matériel ou logistique. À la

jeunesse congolaise, pilier et espoir de notre nation, je vous exhorte à répondre massivement à l'appel de la patrie. Le moment est venu de vous lever, de mettre votre énergie et votre créativité au service de la nation. Nous devons renforcer nos rangs, et chaque jeune Congolais prêt à défendre son pays a une place au sein de nos Forces Armées. Enrôlez-vous massivement dans l'armée ! Vous êtes le fer de lance de notre projet, et votre mobilisation est déterminante pour la victoire finale. Aux braves populations du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, vous êtes le symbole de la résilience congolaise, une source d'inspiration pour toute la nation. Vous n'êtes pas seuls dans cette épreuve : la République tout entière se tient à vos côtés, unie dans l'espoir et la lutte. Ensemble, nous ferons face et triompherons de cette épreuve. À nos vaillantes Forces Armées et aux Wazalendo, véritables sentinelles de la souveraineté nationale, je rends un hommage appuyé et vous exprime, au nom de toute la République, notre reconnaissance infinie et notre fierté inébranlable. Votre bravoure, votre discipline et votre engagement sans faille inspirent et mobilisent tout un peuple déterminé à défendre son territoire. Sachez-le, la République ne vous abandonnera jamais. Votre combat est le nôtre, et vos sacrifices ne seront jamais oubliés. Vous incarnez l'honneur de la nation congolaise. A tous mes compatriotes d'ici et de la diaspora, la République Démocratique du Congo ne pliera pas. La République Démocratique du Congo ne reculera pas. Je ne vous abandonnerai jamais, j'en ai fait le serment. Le soleil n'a pas cessé de briller sur notre patrie. Ensemble, main dans la main, nous surmonterons cette tempête et nous ouvrirons une ère nouvelle de paix et de prospérité pour les générations futures. Que Dieu bénisse la République démocratique du Congo et son peuple».

Une visite à Bandundu Ville finit par libérer l'espace d'une emprise aéroportuaire spoliée

Bandundu Ville ne dispose que d'une seule entrée au départ de Kinshasa. C'est l'entrée par voie aérienne. Une ville, capitale d'une province, le Kwilu, siège des Institutions provinciales, désormais enclavée par la voie terrestre suite au phénomène Mobondo qui a fait délaissé le projet de réhabilitation de la route. Bandundu Ville aurait pu recevoir plusieurs compagnies aériennes, Kin-avia, Gomair, Air Kasai, etc., mais certaines de ces compagnies pour des raisons d'imperfection de l'emprise aéroportuaire, hésitent à assurer la desserte.

DES PUISSANTS SPOLIATEURS.

Autre problème : le phénomène de spoliation de la piste aérienne par des personnalités puissantes. Datant de l'époque coloniale, cet aéroport national se trouve désormais en plein centre-ville avec tous les risques que cela comporte. Qui ne se rappelle pas la tragédie du Marche Type-Ka à Kinshasa et ses 300 morts ? Un courrier du commandant de l'aéroport de Bandundu, Makolo Muza daté du 9 janvier 2025, a alarmé les autorités nationales de la Régie des Voies Aériennes-Société anonyme, RVA-SA. Adressée au Gouverneur de la province du Kwilu, avec copie à nombre de personnalités (Président de la Cour d'Appel du Kwilu, Procureur Général de la Cour d'Appel du Kwilu, Procureur Général près le Tribunal de Grande Instance de Bandundu, Inspectrice Provinciale de la Police, Auditeur des Garnisons de Bandundu, Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA), référencé «information sur la spoliation du terrain



Ci-haut, le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Prof. Tryphon Kin-kiey Mulumba. Ci-bas, cravate rouge, Germain Pungwe Mabwe. DR.



RVA seuil piste 29», on lit notamment ce qui suit : « Nous avons constaté à 200 mètres de la piste 29, un panneau fixé avec mention sociale paraît d'une organisation non gouvernementale dont l'intention est de construire un bureau dans cette concession, lieu où l'avion avait fait crash et deux colons avaient perdu la vie, Lenga Lenga de la Force Aérienne et Lutonadio de la force navale. Nous vous informons que les limites de la RVA et la cité ont été fixées par une commission présidée par l'ancien Gouverneur de province à l'époque Monsieur Mpayenzo, le Directeur de province Léopold Makwe Ipan, l'Hôtel de ville, Chef de Division du Cadastre Kipasa, le Chef de

Division des Titres Fonciers Senkey et la RVA représentée par Makolo Muza actuellement Commandant d'Aéroport et Monsengo Mingeli décédé. Après le travail, la commission a baptisé cette avenue RVA qui limitait la cité et l'emprise aéroportuaire. Nous vous demandons de bien vouloir user de votre pouvoir pour mener les enquêtes et identifier les auteurs de cette spoliation ».

FONDS BANQUE MONDIALE.

S'agissant d'un aéroport et, du coup, d'une question de sécurité, une mission d'inspection de la RVA-SA est descendue sur place. Conduite par le Président du Conseil d'Administration de cette entreprise publique, le Professeur

Tryphon Kin-kiey Mulumba, la mission s'est rendue compte sur place du danger d'une construction à cet endroit d'un immeuble financé par la Banque Mondiale pour le compte des ministères des Finances et des Affaires Sociales. Question : la Banque Mondiale, institution financière planétaire, pouvait-elle financer un projet d'érection d'un immeuble sur un terrain acquis « gratuitement » puisque cet espace n'avait donné lieu à aucune transaction financière ? Si les autorités provinciales avaient décidé d'aller ériger un immeuble « gratuitement » sur une emprise aéroportuaire, qu'avaient-elles fait des fonds reçus de la Banque Mondiale ? En fait, c'est plus

une question de la Banque Mondiale que de la RVA-SA dont la mission à Bandundu Ville avait pour objectif de s'informer et d'éclairer l'Etat Actionnaire Unique de la RVA-SA de cette spoliation et, donc, de dégager ces spoliateurs de cette emprise. Sur place, la mission a eu plusieurs rencontres au plus haut niveau (autorités aéroportuares, Affaires foncières et Urbanisme, autorités judiciaires, Grande Instance, Cour d'Appel, Cheffe de la police provinciale, Angel Yangbonga Kazongo). Elle a été interrogée par les médias mobilisés sur une question hautement sécuritaire. La mission du Conseil d'Administration attendait regagner Kinshasa pour faire

rapport avant d'envisager éventuellement une seconde descente sur place. Mais, à la veille de la fin de la mission, une nouvelle tombe : le gouverneur a.i de la province qui séjournait à Kinshasa a regagné Bandundu Ville et a rencontré, à son arrivée, le Commandant de l'Aéroport pour lui dire que le dossier était clos, qu'il n'y aurait plus de projet d'érection à cet espace de la RVA-SA, que les matériaux entassés sur la piste avaient été dégagés. Une « fin de mission extraordinairement heureuse », a confié aux médias le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba qui n'a pu, a-t-il avoué, «actionner la justice» après cet épilogue, l'affaire étant close. Il est vrai que nombre d'emprises aéroportuares de la RVA-SA sont spoliées, à Kinshasa (N'Djili et Ndolo), à Lubumbashi (La Luano), à Mbuji Mayi (Bipemba), à Kolwezi, etc.

DES LIENS POLITIQUES.

À Lubumbashi, province du Haut-Katanga, le Commandant de l'Aéroport, Mme Marie Béatrice Omanga Opunga qui avait dénoncé en septembre 2024 la spoliation de l'emprise La Luano, avait été incroyablement incarcérée dans la capitale du cuivre, ses documents de voyage confisqués. Il s'agit d'un dossier qui oppose à la RVA-SA un puissant homme d'affaires katangais, Germain Pungwe Mabwe, président du patronat congolais dans le Lualaba, FEC, Fédération des Entreprises du Congo dans la riche province du Lualaba, propriétaire des stations d'essence GPM Services Sarl, du nom de son propriétaire Germain Pungwe Mabwe. Sur le site de GPM Services Sarl, on apprend qu'il s'agit d'un « développeur de premier plan de projets commerciaux, industriels et résidentiels de qualité A dans la province du Lualaba » ; qu'il

s'agit d'« une société spécialisée dans le commerce général et dans la prestation de service » ; que la société a, «à ce jour, une renommée de taille dans l'espace des affaires dans deux provinces (Lualaba et Haut Katanga)». Sur ce site, on apprend que GPM Services Sarl est une société privée née dans la ville de Kolwezi, en février 2002, sous le nom de l'Établissement Tubaya Zaina/GPM; que la société était au départ dirigée par un Administrateur Directeur Général au nom de Germain Pungwe Mabwe, qui en est l'initiateur. Cette société a changé d'appellation le 9 septembre 2014 pour se conformer au droit des sociétés commerciales et au groupement d'intérêt économique du 30 janvier 2014 tel que publié au journal officiel OHADA le 4 février 2014. GPM Services est désormais une société à Responsabilité Limitée, dénommée Germain Pungwe Mabwe Sarl. GPM Services Sarl est géré par un gérant, l'équivalent de l'ADG, au nom de Germain Pungwe Mabwe désigné lors d'une assemblée générale extraordinaire de GPM réunie le 29 août 2014. On apprend que GPM Services Sarl est dans le secteur de la distribution des carburants avec dix stations d'essence à Lubumbashi, Likasi et Kolwezi, dans le transport du personnel des entreprises et dispose ou a disposé en l'espèce de contrats avec des sociétés minières (KCC SA, Mutanda, Radial (Redis), MetalKol, Swanepoel, Bazano, Gécamines Felco, Chemaf, etc. À la RVA-SA, on a compris qu'il s'agit d'un dossier politique qui ne saurait être réglé au Katanga mais à soumettre au gouvernement au regard de la sphère d'influence qu'exerce cet homme et de ses rapports avec de puissantes personnalités du pays.

ALUNGA MBUWA ■

Vingt tonnes de béryl saisies dans la province du Sud Kivu

Vingt tonnes de béryl ont été interceptées à Kalehe, province du Sud Kivu, par les services anti-fraude et la Division provinciale de mobilisation et encadrement des recettes, DPMER, et remis à l'exécutif provincial, rapportent des sources officielles citées le 30 janvier par des médias.

«La cargaison en provenance du territoire de Kalehe a été interceptée grâce à l'œil vigilant de nos services. Nous venons de la remettre aux services miniers pour qu'ils fassent bénéficier leur travail à l'État congolais conformément à la loi.

La cargaison doit être tracée et remise dans le circuit normal», a déclaré le gouverneur du Sud-Kivu, Jean-Jacques Purusi. Il a précisé que cette cargaison de minerais de béryl beaucoup recherchés sur le marché mondial, ne pourra être remise à son propriétaire pour être exportée qu'après qu'il eût payé leurs droits à l'État congolais et l'entité d'extraction. Jean-Jacques Purusi tient à cette lutte lancée contre l'exploitation et le trafic illicite des minerais congolais et a souligné que personne ne sera épargné, même les négociants, s'ils ne suivent pas la procédure légale. Le gouverneur a

remercié tous les services et toute la population du Sud-Kivu qui l'accompagnent dans cette lutte soulignant qu'il est déterminé pour que les Congolais bénéficient de leurs richesses. Cette remise a été faite en présence du ministre provincial des Mines, de celui de l'Environnement et Communication, des responsables des services œuvrant dans ce secteur, la division des Mines, Saemape, la Brigade anti-fraude, ainsi que du négociant propriétaire de la cargaison interceptée. Dans la province du Sud-Kivu, des quantités d'or détenues illégalement par des personnes de nationalité chinoise avaient été inter-

ceptées et remises récemment au gouvernement congolais.

SCANDALE MINIER.

Le béryl est un minéral des pegmatites granitiques. De taille variable, parfois très grande, il se forme à la fin de la cristallisation des massifs granitiques, lorsque le magma restant s'est enrichi en eau et en éléments rares par rapport au magma de départ. Le béryl est la source primaire de béryllium. Le

béryllium, métal de très faible densité, est utilisé en alliages, avec le cuivre en particulier. Il est également utile comme réflecteur neutronique dans la production d'énergie nucléaire et, du fait de sa très faible absorption des rayons X, pour la réalisation des fenêtres de sortie des tubes à rayons X. Les béryls les plus remarquables proviennent de Colombie (émeraude), du Brésil (aigue-marine, héliodore et éme-

raude), du Pakistan (aigue-marine) et de Russie (héliodore). Aux États-Unis, la Nouvelle-Angleterre possède de nombreux gisements ; la Caroline du Nord est également une source de béryl ordinaire. Considéré dans le monde comme un scandale minier, avec un sous-sol doté de gisements d'une cinquantaine de minerais, mais seulement une douzaine d'eux est exploitée (cuivre, cobalt, argent, uranium

par Areva, plomb, zinc, cadmium, diamant, or, étain, tantale, tungstène, manganèse et quelques métaux rares comme le coltan), le Congo, au Kivu, englobant la province du Maniema, est particulièrement riche en gîtes d'étain souvent accompagné de columbo-tantalite. La pegmatite à béryl, columbite et uranium de Kobokobo y est aussi localisée, ainsi que les placers aurifères de la Mobale.

avec AGENCES ■

Près de 500 millions de \$US mobilisés par les régies financières

Les recettes publiques du Congo mobilisées au 24 janvier 2025 par les régies financières ont été à hauteur de 1.412,4 milliard de CDF (497 millions de \$US), selon la Note de conjoncture économique de la BCC, la Banque Centrale du Congo.

Selon ce document, l'analyse par poste des ressources mobilisées montre que les recettes des impôts directs et indirects provenant de la Direction Générale des Impôts, DGI, se sont chiffrées à 832,6 milliards de CDF. Les recettes douanières collectées par la Direction Générale des Douanes et accises, DGDA, ont été mobilisées à hauteur de 286,5 milliards de CDF. Les recettes administratives, collectées par la Direction générale des recettes administratives, do-

maniales, judiciaires et de participations, DGRAD, se sont établies à 71,2 milliards de CDF. La Note de conjoncture économique souligne la nécessité de la poursuite en 2025, de la modernisation de la gestion des finances publiques en mettant l'accent sur la mobilisation accrue des recettes intérieures et le respect de la chaîne de la dépense. Le plan de trésorerie prévisionnel devrait être en phase avec les prévisions de la loi de finances pour l'exercice 2025 et du cadrage du FMI, le Fonds Monétaire International. Le document de la BCC indique que les recettes internes, sont fixées à 31.719,2 milliards de CDF, soit un accroissement de 24,6 % par rapport au montant retenu dans le Budget de l'Etat de 2024. Rappelons qu'en 2024, la situation financière de l'Etat a affiché un déficit de 2.555,6 milliards de CDF dans le plan de

trésorerie de l'Etat. Les recettes de l'Etat ont totalisé 26.381,3 milliards de CDF, dégageant un accroissement de 30,0 % par rapport à leur niveau de 2023. Les dépenses publiques se sont établies à 28.937,0 milliards de CDF, soit une progression de 26,6 % comparativement à l'exercice précédent. Pour rappel, les recettes intérieures réalisées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 s'élèvent de manière provisoire à 25.188,6 milliards de CDF. Elles représentent une réalisation de 103,2 % par rapport aux prévisions budgétaires annuelles chiffrées à 24.407 milliards de CDF. Comparées à l'année 2023, dont les recettes réalisées se situaient à 19.818,1 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 88%. Soit une augmentation de 27 % en CDF et de 19% en \$US entre les deux exercices.

avec AGENCES ■

Une rencontre a réuni vendredi 31 janvier à Kinshasa au siège de la FEC, la Fédération des Entreprises du Congo, la Direction Générale des Impôts, DGI et des opérateurs économiques.

Au centre : les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la loi des finances de l'exercice 2025. Face aux opérateurs économiques, la DGI était représentée par son directeur des études, statistiques et communication. «La Fédération des Entreprises du Congo a le réel plaisir de vous accueillir en ce jour dans cette salle, en vue de nous présenter et commenter les nouvelles dispositions fiscales conte-

nues dans la loi de finances de l'exercice 2025 (...). Je remercie la DGI d'avoir accepté d'animer cette matinée d'informations et d'échanges à l'intention des opérateurs économiques et nous vous souhaitons la bienvenue chez nous», a déclaré l'administrateur général de la FEC, Thierry Ngyo Kasumba.

DIFFICULTÉS.

Expliquant que la matinée d'information s'inscrit dans une démarche publique visant à apporter l'information aux entreprises d'une part, et à recueillir leurs préoccupations d'autre part. Elle vise à sensibiliser les opérateurs économiques aux nouvelles obligations fiscales ainsi que leurs implications et permettre aux opérateurs économiques de relever, à

l'attention de la DGI, les préoccupations y découlant et pour des précisions sur les modalités pratiques de s'acquitter de leurs obligations. Thierry Ngyo Kasumba a invité les opérateurs économiques membres de la FEC à profiter largement de cette occasion. « Comme vous l'aurez constaté, cette rencontre est une exception à la différence des années intérieures. Elle se tient avant la publication de la loi de finances au Journal Officiel. Cette situation soulève la préoccupation de son opposabilité routière et, ce, au regard des dispositions des articles 62 et 142 de la constitution ainsi que de la loi N10/007 du 27 février 2010 modifiant et complétant l'ordonnance loi 6840 du 23 octobre 1968 », a poursuivi

Thierry Ngyo Kasumba qui a relevé quelques difficultés rencontrées par nombre d'opérateurs économiques par rapport à cette loi, notamment. Notamment le paiement des créances, la souscription de licence auprès des banques et l'obtention d'un décret. « Depuis le début du mois de janvier plusieurs opérateurs économiques étaient en souffrance à cause de la présentation du registre fiscal. En conséquence, les entreprises se voient exposées à des contentieux commerciaux suite au non-respect de l'engagement voire à des pénalités de recouvrement suite au paiement tardif des impôts et des salaires pouvant perturber le climat social des entreprises », a-t-il expliqué.

avec AGENCES ■

Les télécoms dans le foncier

Une société de télécommunications a présenté aux membres du gouvernement de la République un projet de guichet numérique qui consisterait à répondre à plusieurs difficultés liées au secteur foncier.

«Le guichet numérique, un projet pré-

senté par l'entreprise OXINUS intègre le programme E-FONCIER qui peut régler plusieurs problèmes liés au secteur foncier au Congo», écrit un communiqué de presse. Initiatrice du projet, la société «OXINUS» expliqua le programme E-FONCIER à la ministre d'État en charge des Affaires foncières Acacia Bandubola

Mbongo et le ministre des Postes, Télécommunications et Numérique Augustin Kibassa Maliba que dans le E-FONCIER, il y a le block-chain qui permettra de sécuriser les informations, en ne donnant pas la possibilité de les modifier. La ministre Acacia Bandubola Mbongo, citée dans le communiqué, a relevé la nécessité de

prendre en compte les réalités du secteur foncier congolais avant d'insister sur la sécurisation des données. Selon le communiqué, Augustin Kibassa Maliba a fait savoir que les experts de deux ministères vont continuer à travailler ensemble avec les responsables de l'entreprise OXINUS en vue de la finalisation du projet.

avec AGENCES ■

Le taux d'inflation passe de 0,12 à 0,19%

Le taux d'inflation sur le marché de biens et services au Congo s'est établi au cours de la semaine du 15 au 24 janvier 2025, à 0,19% contre 0,12% la semaine précédente, rapporte la note de conjoncture économique de la BCC, la Banque Centrale du Congo.

Selon ce document, en glissement annuel et annualisé, les taux d'inflation se sont respectivement chiffrés à 11,08% et 11,09%.

Le document souligne qu'en termes de contribution à l'inflation hebdomadaire globale, l'apport des fonctions «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles», «Transports» et «Restaurants et hôtels» ont représenté 100,02%. Mais la persistance des incertitudes, alimentées par des risques liés aux conflits géopolitiques, aux tensions commerciales croissantes, à la problématique de l'endettement dans de nombreuses régions du monde, sont particulièrement préoccupants pour les pays à faible revenu et ceux vulnérables, dont le Congo.

La Note de conjoncture économique souligne que les priorités des autorités devraient être désormais notamment de mettre en œuvre des cadres budgétaires prudents et cohérents et des réformes structurelles ambitieuses, qui devraient

répondre aux faiblesses structurelles, utiles pour une croissance plus résiliente et inclusive.

Dans ce contexte, le Fonds monétaire international, FMI, a recommandé aux pouvoirs publics de prioriser la maîtrise des risques à court terme et la reconstitution des marges de manœuvre budgétaire, tout en continuant de déployer des efforts pour améliorer les perspectives de croissance à moyen terme. En plus, la politique monétaire doit veiller à rétablir la stabilité des prix tout en soutenant l'activité économique et l'emploi. Pour rappel, à fin décembre 2024, le taux d'inflation s'est chiffré à 11,69% contre une réalisation de 23,75% en 2023. Cette décélération est principalement tributaire des me-

sures de stabilisation prises par la BCC et le gouvernement portant notamment, sur le maintien du dispositif de la politique monétaire dont l'orientation demeure restrictive ces dernières années, ainsi que le resserrement budgétaire en cours d'application et la bonne coordination entre les deux politiques. À cela s'ajoutent la mise en œuvre d'une série de décisions prises au niveau du gouvernement portant notamment sur la baisse des prix des produits pétroliers à la pompe, le renforcement du contrôle des prix auprès des opérateurs économiques et la prorogation de la mesure portant sur la suspension des droits, taxes et redevances sur certains produits de première nécessité.

avec AGENCES ■

Les jeux d'argent est-ce un fléau?

Les jeux d'argent sont un fléau pour la survie de l'économie nationale au Congo, soutient un expert en protection des consommateurs lors d'un entretien samedi à Kinshasa sur l'affluence des jeunes vers les sociétés en charge des jeux de hasard.

Patrick Musoko, expert en protection des consommateurs et président de l'Association des consommateurs des produits vivriers, Ascovi, s'explique : « Les jeux d'argent sont devenus un véritable fléau pour

l'économie nationale. Le développement économique d'une nation ou, encore mieux, la croissance économique, est influencée par le travail. Sans le travail, il est impossible de parler d'amélioration des conditions de vie. Le travail est la clé de tout développement ».

POURQUOI CE DÉBAT?

Selon lui, les jeux d'argent peuvent maintenir une personne dans le rêve, dans l'imagination et, parfois, pousser à l'abandon de la concrétisation des projets économiques. « Aujourd'hui, nous observons les gens de partout courir derrière ce fléau, les policiers, les militaires, les civils, les médecins, les parents, les jeunes et, même, les mineurs, se hâtent à jouer aux jeux d'argent ou de hasard. Les conséquences à moyen terme seront énormes notamment les jeunes n'auront plus le goût d'apprendre des métiers et ne sauront plus que la réussite est le fruit des sacrifices et d'efforts », a-t-il argumenté. Patrick Musoko a invité l'État congolais à mettre en place une

réglementation dans le secteur de jeux d'argent, à impliquer des services publics de l'État dans la mise en œuvre d'une politique d'encadrement de la jeunesse à l'exemple du ministère des Finances, de l'Économie nationale, de la Jeunesse. Aussi, aux parents, tuteurs ou services d'ordre et de sécurité à faire respecter la mesure interdisant les jeunes de moins de 18 ans à jouer aux jeux d'argent.

Patrick Musoko a lancé un appel aux autorités à conscientiser la population sur le danger que représentent les jeux d'argent, notamment l'addiction qui peut amener une personne entre autres, à la prise de décisions compulsives et irrationnelles ainsi qu'à la déconcentration. Il reste que dans nombre de pays, le jeu de hasard, conçu comme un sport - tel le casino où chacun va tenter sa chance et qu'il faudrait fermer, à l'en croire -, attirant des millions de personnes, existe et que le débat que soulève ce promoteur de consommation des produits vivriers, a peu été entendu. Quel intérêt on aurait à le lancer au Congo? avec AGENCES ■

Montée des prix à Goma

Le prix des denrées de première nécessité, pomme de terre, haricot, etc., a presque doublé à Goma, à la suite de la guerre dans la ville des RDF depuis lundi 27 janvier

Le Conseil communal de la jeunesse de Karisimbi, qui tire la sonnette d'alarme, indique qu'un kilo de pommes de terre se négocie actuellement entre 2500 et 3000 CDF, contre 1500 CDF, une semaine auparavant. Une mesurette de haricots se vend à 4000 CDF contre 2500 CDF une semaine auparavant. Claude Rugo, président du Conseil communal de la jeunesse, attribue cette situation à la fermeture des voies d'approvisionnement de la ville par les rebelles du M23 et les combats dans certains quartiers de Goma. Il appelle à l'instauration d'un couloir humanitaire pour sauver des vies à Goma.

Peu d'enfants sont nés en 2024 dans le Kwilu

Environ deux mille naissances (2.136 précisément) ont été enregistrées en 2024 contre 2.835, soit 1.384 filles en 2023 dans la commune de Nzinda,

dans la ville de Kikwit, province du Kwilu, rapporte une source administrative. « Cette diminution de 699 naissances soit 33% est due notamment à la position géographique de certains hôpi-

taux, de la gratuité par rapport à nos services, à l'utilisation des méthodes de contraception de planification familiale et autres », explique Mbongo Mpassi, chef de bureau de cette commune, pré-

sant qu'il y a eu plus de naissances des filles en 2024 par rapport à 2023. Par ailleurs, 93 mariages ont été célébrés en 2024 contre 82 en 2023, une légère augmentation de 11 mariages a ainsi été observée.

L'Union Européenne octroie au Congo une aide de 60 millions d'euros en 2025

La Commission Européenne a annoncé le 28 janvier l'octroi au Congo d'une aide humanitaire de 60 millions d'euros pour 2025. Selon un communiqué de presse, l'aide de l'Union Européenne est octroyée à la suite des derniers développements intervenus à l'Est. Elle vise à renforcer l'aide d'urgence, en particulier en faveur des populations nouvellement déplacées à Goma et dans ses environs. Cette aide va être

consacrée à la gestion des abris et des camps, des systèmes d'eau propre, des latrines ainsi qu'aux allocations alimentaires de base. Ces 60 millions d'euros vont également aller à l'éducation dans les situations d'urgence pour les enfants les plus vulnérables touchés par les conflits.

SOIT 272 MILLIONS D'EUROS. Ce nouveau financement porte le montant total de l'aide humanitaire de l'Union Européenne au Congo à plus de 272 millions d'euros

depuis le début de 2023 et vient s'ajouter aux déserts d'avions d'aide humanitaire qui achèment du personnel humanitaire et du fret dans l'est du pays. La protection des civils reste une priorité et un point d'entrée pour les actions humanitaires financées par l'UE au Congo. Une importance particulière est accordée au traitement des questions liées à la violence fondée sur le genre, y compris la prévention et une réponse globale intégrant la santé, la santé

mentale et le soutien psychosocial, ainsi que la réponse socio-économique, dans le cadre de la réponse aux besoins humanitaires au Congo. Entre conflit, pauvreté, malnutrition et épidémies fréquentes, les besoins humanitaires au Congo sont parmi les plus élevés au monde. En tant que principal donateur, l'Union Européenne et ses États membres ont fourni un financement humanitaire considéré comme durable depuis le début de la crise. Avant ce dernier

épisode de la crise, à savoir la prise de la ville de Sake et de Goma, par l'armée rwandaise et ses supplétifs, 800.000 personnes déplacées se trouvaient autour de Goma dans des sites très peuplés pour personnes déplacées. En l'espace de quelques jours, certains des camps qui abritaient plus de 300.000 personnes une semaine auparavant sont maintenant complètement vides parce que tous leurs habitants ont fui les lignes de front. L'accès humanitaire aux per-

sonnes les plus vulnérables a été limité et reste un défi là où des combats ont lieu. Les partenaires humanitaires estiment qu'à ce jour, plus de 480.000 personnes ont été nouvellement déplacées dans le Nord-Kivu depuis octobre 2024, en plus des 178.000 personnes nouvellement déplacées dans le Sud-Kivu. Cela s'ajoute aux 6,4 millions de personnes qui étaient déjà déplacées dans tout le pays auparavant (dont 2,9 millions de nouveaux déplacements rien qu'en 2024). avec AGENCES ■

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Entreprises du Portefeuille de l'État s'engagent pleinement dans l'effort de guerre aux côtés du Gouvernement de la République, du peuple congolais, des FARDC, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo, et des résistants Wazalendo.

Ce jeudi 30 janvier 2025, sous l'égide de Son Excellence Monsieur le Ministre du Portefeuille, Jean-Lucien Bussa Tongba, une réunion de concertation a rassemblé les mandataires des Entreprises publiques pour leur contribution face à la situation critique que traverse notre pays.

En réponse à l'appel du Chef de l'État, Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à la résistance et à la mobilisation générale pour défendre l'intégrité de notre territoire, les Entreprises du Portefeuille de l'État réaffirment leur engagement patriotique.

Elles s'alignent pleinement derrière nos Forces Armées et nos résistants Wazalendo, apportent leur soutien aux populations affectées par l'agression dont la République Démocratique du Congo est victime.

Dans cette optique, il a été décidé la mise en place d'une Caisse de Solidarité et d'Appui, destinée à renforcer les efforts du Gouvernement et à fournir une aide concrète aux populations impactées par la guerre.

Cette initiative témoigne de la détermination des Entreprises publiques à jouer un rôle actif et décisif dans cette période cruciale pour notre nation.

Les Entreprises du Portefeuille de l'État réaffirment leur engagement collectif et leur disponibilité à soutenir toutes les initiatives visant à préserver la souveraineté de la République Démocratique du Congo, à appuyer les Forces Armées de la République Démocratique du Congo et à accompagner les résistants Wazalendo dans leur lutte patriotique.

Fait à Kinshasa, le 30 janvier 2025

Les Entreprises du Portefeuille de l'État.

Le grand patron de presse Raphaël Mpanu-Mpanu Bibanda s'en est allé

Il s'est éteint le 16 janvier 2025 à Kin, à l'âge de 88 ans. Sa famille et ses proches lui ont rendu les hommages le 31 janvier dans la Capitale et à Kisantu au Kongo Central avant qu'il ne soit porté en terre dimanche 1er février dans le caveau familial à Kinzau/Nselo. Il fut le premier patron de ma vie et l'unique.



Raphaël Mpanu-Mpanu Bibanda. DR.

Il faut le dire tout de go. Cette rébellion muléliste n'a su franchir les frontières de Masimanimba. Grâce à son élite locale, le territoire fut épargné des carnages lorsqu'à l'Institut ISMY à Yasa, j'arrive au terme de mon 1er cycle.

Les Frères Joséphites me trouvent si brillant qu'ils veulent me garder dans l'une de leurs écoles dont ils espèrent que je porterais la marque de fabrique. Ils me proposent de poursuivre ma scolarité dans la lointaine ville de Kikwit dans une école appelée Indobo, l'Institut Don Bosco à la mission Sacré-Cœur, fondée en 1950 par les Frères Joséphites. Mais l'idée de faire la pédagogie ne me tente pas. Je pense me rendre au très réputé Collège Kiniati si proche, sur l'une des collines de Yasa, tenu par des Pères Jésuites, qui enseignent les Lettres. Mais je sens très vite naître un conflit entre Frères et Pères. Pour mon bien, je pense devoir sortir d'une situation fort désagréable.

Je commence à rêver grand. Et si je rejoignais la grande ville de Léopoldville, la capitale du pays, à 400 kms à l'Ouest? C'est là que vit Albert Kabamba, un oncle maternel dont ma mère n'a eu de cesse de me parler et qu'a rejoint plus tard un autre oncle, Théophile Mubalu que mon père avait jadis accueilli à la maison. Comment y arriverais-je? Divine chance! À la mission catholique de Yasa, j'ai connu un prêtre jésuite belge. On l'appelait Père Dupierreux. Le Jésuite prit sa retraite au couvent des prêtres catho-

liques de Lumbi, à trois heures de route au sud-est de la cité de Fumumputu, à Masimanimba.

Un jour, peu avant les grandes vacances, le prêtre m'invite à passer quelques jours au couvent de sa retraite. J'acceptais avec empressement. Là, en fin de séjour, je lui fais part des difficultés que j'éprouve d'avoir à choisir entre Joséphites et Jésuites. Je lui demande s'il n'était pas préférable pour moi de quitter la contrée et d'aller poursuivre ma scolarité à Léopoldville. Le Jésuite me remet une note manuscrite destinée au père préfet du prestigieux Collège Jésuite Albert Ier. Dans cette vaste ville capitale qui m'accueille, je ne suis qu'un enfant de brousse. Mon oncle Kabamba travaille dans une imprimerie appelée Concordia, propriété d'un groupe de presse allemand, installée dans le quartier industriel de Limete, qui dispose d'une géante presse rotative à étages de marque Heidelberg et imprime toutes les nuits deux quotidiens, L'Étoile du Congo de Paul Bondo Nsama et Le Progrès de Raphaël Mpanu-Mpanu Bibanda. Ce n'est pas n'importe quel enfant qui était admis à ce collège du quartier blanc qu'on appelait Kalina.

Créé en 1937 par la Curie romaine de la Compagnie de Jésus, le collège ouvre ses portes à deux catégories d'enfants : ceux de la communauté de souche européenne et ceux de la nouvelle bourgeoisie nationale. Pour ces derniers, une enquête préliminaire de la direction des

études est de rigueur. L'enquête consiste à attester du statut social des parents du candidat élève. Elle inspecte sa chambre à coucher, contrôle ses toilettes, questionne ses parents et dresse un rapport.

En ce qui me concerne, c'est la note manuscrite du Père Dupierreux qui règle la question, m'ouvre les portes de cette école de renommée avec ses salles de classe lambrissées, éclairées à l'électricité. Un midi, alors que j'avais faim et que je m'étais rendu à l'étage d'un immeuble géant sur la plus belle avenue du pays, le boulevard du 30 juin en plein cœur bourdonnant des affaires, qui abrita jadis, au rez-de-chaussée, l'alimentation L'Express et où mon oncle Théophile Mubalu travaille comme cuisinier, son patron, Claude Azzam regagne son appartement sans s'annoncer. Dans la cuisine où il pénètre comme un boulet derrière un intrus, Azzam me trouve cloîtré avec en main deux tranches de pain grillé enrichi d'une confiture de framboise sur une assiette en ardoise que je dégustais pour la toute première fois de ma vie. Pris de rage, le blanc interpelle son cuisinier. Il veut savoir qui est cet enfant assis sur un bahut et ce qu'il est venu faire dans son appartement.

Apeuré mais avec un peu de cran, l'oncle Théophile répond en haussant un peu le ton que cet enfant est son neveu. La colère du Blanc est loin de retomber. Il ordonne à son cuisinier de mettre dehors sans attendre cet enfant mais mon oncle murmure en

expliquant qu'il s'agit d'un élève qui avait faim. Le blanc s'arrête! « Un élève? » Pris de conscience, il avance vers moi et me demande si effectivement j'étudie et à quelle école. J'explique que je suis élève au Collège Albert Ier de Kalina en montrant ma carte. Le blanc retient son souffle. Claude Azzam fait partie du corps des enseignants recrutés dans le cadre d'un programme international d'assistance technique. Il avait rêvé d'enseigner dans ce très grand collège belge de Kalina mais la direction n'avait pu retenir sa candidature. Il s'était contenté d'une école technique à la périphérie de la ville, dans la commune de N'djili. Quand il apprend que le neveu de son cuisinier étudie à ce collège qui avait repoussé son nom, je sens de l'admiration sur son visage et un brin de complexe.

J'ARRIVE CHEZ MPANU-MPANU. Des années plus tard, en 1976, j'ai rencontré ce Libanais, sa femme égyptienne et leurs enfants au Canada, à Montréal. Le Canada les a adoptés et ils sont fiers d'en être devenus des citoyens. Journaliste en formation à Paris, je fais partie en juillet 1976 d'un programme de visites dans le cadre de la fête du Bicentenaire de l'indépendance des États-Unis. C'est l'ambassade américaine à Paris qui m'a sélectionné sans que je ne sache comment et pourquoi. Avec des journalistes du monde entier, nous parcourons l'Amérique de l'Est à l'Ouest en compagnie de nos familles au volant d'énormes limousines tirant des caravanes, des véritables mobiles home. C'est avec plaisir qu'après l'étape de l'État de Washington, à l'extrême Nord-Ouest, que Claude Azzam, sa femme et leurs enfants nous accueillent. Là, nous nous rappelons le Zaïre et nos nuits de marbre à Concordia. C'est cet homme qui m'a amené au journalisme. Cet enseignant blanc chez qui l'oncle Théophile travaillait comme

cuisinier et qui faillit me défoncer le crâne dans son appartement du boulevard du 30 juin. J'apprendrai plus tard que cet homme avait fait du journalisme en Égypte. Ma venue à ce métier est vraiment un accident. Tous les soirs, après ses enseignements à l'Institut technique de N'djili, ce professeur de français se rendait à la rédaction du journal Le Progrès. Les bureaux du journal étaient situés sur l'avenue de l'École qui donne d'un côté sur l'ambassade des États-Unis d'Amérique, de l'autre, sur le boulevard du 30-juin, à deux encablures de l'immeuble du couple libano-égyptien.

Chaque soir, avant leur envoi par un véhicule à l'imprimerie Concordia à 40' à la 9ème rue à Limete, Claude - comme je finis par l'appeler - allait rewriter les articles du Progrès en format papier sortis des machines à écrire Remington. Claude publie aussi une chronique croustillante - « les claudications de Claude Azzam » - dans laquelle il massacre avec humour et un brin de férocité les incongruités de langue française trouvées dans des journaux zaïrois. Claude est l'un des conseillers du grand patron du journal Le Progrès, Raphaël Mpanu-Mpanu Bibanda. Ayant fait de moi un ami, un soir, il me propose de l'accompagner à la rédaction du Progrès. Sans y trouver un intérêt particulier, j'accepte malgré tout. Là, Claude me demande de relire des articles des journalistes traités par le secrétaire de rédaction. Le professeur de français et ancien journaliste est émerveillé par mon travail de rewriting. Plus tard, il me présente à Raphaël Mpanu-Mpanu. Ainsi, sans m'y être préparé, j'allais faire mes débuts dans le journalisme et certainement dans le plus grand quotidien du pays. À cette époque, Léopoldville compte quatre quotidiens subventionnés par l'État : L'Étoile du Congo, Le Progrès, La Tribune Africaine, Le Courrier d'Afrique. Quand

Mobutu prône la politique du Recours à l'authenticité avec la zaïrianisation et le rejet d'appellations à consonance étrangère, en février 1972, l'Étoile du Congo prend le nom de Myoto (Étoile), le Progrès devient Salongo (Travail), la Tribune Africaine se débaptise Elima (Monstre).

Voulant mieux canaliser le régime d'aide à la presse, il entreprend sa grande réforme de la presse. En juillet 1972, le brillant Raphaël Mpanu-Mpanu nommé au Bureau Politique du MPR, fait ses adieux à la presse, embrasse la carrière politique. Myoto fusionne avec son journal Salongo mais reprend ce nom du journal que Mpanu-Mpanu abandonne. J'admiraux Raphaël Mpanu-Mpanu, un grand patron de presse. Une admirable plume qui, dès les premiers contacts, me découvre un grand destin national et en fait l'annonce publique.

Un jour, alors qu'il préside un conseil de rédaction, cet homme qui ne souriait jamais à ses collaborateurs, passe un savon à tous les responsables, à commencer, comme il savait le faire, par le rédacteur en chef Thompson Vizi. Puis, il se tourne vers moi, me cite comme un exemple : « Toi, mon petit, tu iras loin, très loin... ». Je suis ému par cette considération mais cela ne sera pas pour renforcer mes rapports avec mes collègues. Je sens cette consécration quand du matériel roulant atterrit au siège du journal. Si, à d'autres, il remet des cyclomoteurs appelés mobyettes, à moi, Mpanu-Mpanu réserve les clés d'un véhicule. Une Austin Mini Morris qui fut la première automobile de ma vie. Je m'en sens si fier que je compte parmi les premiers dans le pays à prendre le volant de ce véhicule. Chef de service à Salongo où je dirige l'édition du week-end très soignée, j'accueille mal la réforme de la presse édictée par Mobutu au paroxysme de sa gloire. Un peu obsessionnel comme à mon habitude, je suis triste d'avoir

perdu mon patron, ce monument du journalisme politique. J'admiraux ses commentaires dans sa chronique hebdomadaire « les Tablettes de Raphaël Mpanu-Mpanu » qui paraissait tous les samedis à la dernière page de couverture de son journal et qui faisait courir l'élite politique. Quand les équipes de Salongo vont rejoindre avec armes et bagages leur nouveau QG, la 10ème rue à Limete où logeait l'ex-Myoto, je ne me sens aucun courage à accompagner cette mutation qui faisait perdre sa marque de fabrique à notre journal pour adopter celle du défunt Myoto.

Le journal de Paul Bondo Nsama? Tout sauf un modèle pour moi. Il y avait une telle différence de concept entre ces deux titres. Deux titres aux styles si différents qu'ils se situaient aux antipodes l'un de l'autre. Face au titre destiné à l'élite intellectuelle - « le journal de qualité » comme cela fut conçu dès la naissance de l'imprimerie par Gutenberg, Renaudot, De Girardin, les pères fondateurs de la presse, nul n'ignore ces faits divers et ces chiens écrasés qui ont fait la fortune de L'Étoile du Congo. Plutôt que de rallier la nouvelle équipe où j'allais perdre mon concept, je décidais de repartir dans mon village de Kitoy. La contrée où j'aimais tant me rendre et me ressourcer. Le patron du nouveau Salongo connaissait la distinction de l'édition hebdomadaire du journal de la rue de l'École. Il était au courant de mon refus de le rejoindre. Pour rien au monde, il aurait voulu me perdre. Il me fait parvenir un message me faisant part de son admiration, m'assure de sa décision de me laisser au nouveau journal poursuivre mon édition hebdomadaire comme je le concevais. Je sens une telle pression que je décide, sans y croire vraiment, de repartir dans la capitale qui a pris le nom de Kinshasa. Mais très vite, je me convaincs que mon avenir n'est pas là.

T. KIN-KIEY MULUMBA ■

Pourquoi l'homme n'a-t-il pas d'os comme les animaux

Le pénis humain n'a pas d'os pour faciliter l'érection comme c'est le cas chez d'autres animaux. Voici pourquoi.

Nous sommes tous soucieux du bon fonctionnement de notre corps. Mais nous ne vivons pas tous de la même manière nos déficiences physiques et nos pathologies. Notre priorité absolue est de rester en vie. C'est pourquoi les organes tels que le cerveau, les poumons et le cœur occupent une place centrale. Pour le reste du corps, même s'il n'est pas absolument vital, le bon fonctionnement des rouages biologiques qui interfèrent avec notre physiologie sexuelle suscite beaucoup d'inquiétude. Et dans le cas spécifique du sexe masculin, l'incapacité à obtenir une érection correcte peut être un véritable drame. Qu'en est-il des autres animaux ? Ont-ils aussi des problèmes d'érection ?

Qu'est-ce qu'une érection d'un point de vue physiologique ? Dans des conditions normales, l'environnement favorable à la pratique sexuelle active le système nerveux autonome. Cela provoque une augmentation des niveaux d'oxyde nitrique, qui est un vasodilatateur, dans les artères trabéculaires des muscles lisses du pénis. En conséquence, le sang afflue vers les corps caverneux et, dans une moindre mesure, vers les corps spongieux. En même temps, les muscles ischio-caverneux et bulbospongiosus compriment les veines des corps caverneux, limitant l'écoulement et la circulation de ce sang hors de l'appendice copulatoire. Du fait de l'ouverture de la porte d'entrée du sang et de la fermeture des portes de sortie, les corps caverneux se remplissent de liquide, gonflent sous l'effet de l'augmentation progressive de la pression sanguine (qui peut atteindre plusieurs centaines de mmHg) et le pénis

entre en érection. Lorsque l'activité parasympathique diminue et que les muscles se relâchent, le sang est évacué par les veines susmentionnées et le pénis revient à son état flasque.

«LE PLUS DIVERSIFIÉ DES OS».

Il va donc de soi que pour que le pénis soit en érection, il a besoin de temps et de stimulation. Mais face à certains problèmes de santé physique (essentiellement cardiovasculaire) ou psychologique, ce système cesse de fonctionner correctement, rendant la copulation impossible et irritant pour l'utilisateur. Existe-t-il d'autres mécanismes dans la nature ? Cela peut paraître surprenant, mais le pénis humain est tout à fait exceptionnel. En fait, la plupart des mammifères ont recours à une « assistance osseuse » pour maintenir le pénis en érection. Il s'agit de la crosse, un os situé sur l'axe longitudinal du pénis. Elle permet au mâle de maintenir une

pénétration efficace à tout moment, mais surtout d'augmenter la durée de la copulation. Cette trompe surprenante a des formes très variées. On l'a même appelé « le plus diversifié des os ». La crosse prend non seulement différentes formes, mais aussi des tailles très variées. Elle peut être presque vestigiale chez certaines espèces de lémurins ou prendre des dimensions surprenantes, comme les 65 cm de longueur des mâles de morses. En revanche, les marsupiaux, les hyènes, certains lagomorphes (comme les lapins) et les équidés partagent cette même absence avec l'homme. Ce groupe de « mâles discriminés » est également dépourvu d'un second avantage. La crosse, lorsqu'elle est allongée, protège l'urètre lors de copulations prolongées en limitant sa constriction distale. L'urètre reste ainsi ouvert, facilitant l'écoulement du sperme à l'intérieur. Pourquoi les humains n'ont-ils pas d'os pénien ? Si les

premiers primates, apparus à la fin du Crétacé, possédaient une crosse (qui est restée dans la plupart des groupes de mammifères apparus plus tard), pourquoi cet os a-t-il disparu dans la lignée évolutive qui a donné naissance à notre espèce ? L'explication pourrait résider dans le fait que la crosse favorise les stratégies de reproduction dans les populations présentant des niveaux élevés de sélection sexuelle post-copulatoire. Les espèces de primates polygames (qui entretiennent une compétition sexuelle très intense) ont des crosse plus longues que les espèces monogames. Cela leur permettrait d'allonger la durée du coït. En d'autres termes, ce processus maintiendrait la femelle « occupée » plus longtemps, l'empêchant de copuler avec d'autres mâles. Par conséquent, il augmenterait les chances de l'heureux « baculé » transmette ses gènes à la génération suivante. Cette hypothèse a été confirmée par une curieuse expérience

menée sur deux groupes de rats, dont l'un a été contraint à la monogamie. Et... surprise ! Après 27 générations, la taille de l'os du pénis avait diminué dans le groupe monogame. Apparemment, donc, si nous sommes monogames, la pression de sélection en faveur du maintien de la crosse est réduite. En revanche, il y a environ deux millions d'années, le morceau de chromosome qui contenait la séquence d'ADN codant pour la crosse a été perdu. Cette mutation (délétion) s'est produite alors que notre lignée de primates bipèdes (les hominines) était déjà bien avancée et s'est séparée il y a quatre millions d'années. Elle a donné naissance aux chimpanzés et aux bonobos, qui sont polygames et possèdent une crosse. Cela nous amènerait à la conclusion intéressante que les hominines sont devenues monogames à cette époque, ce qui a fait disparaître les pressions évolutives en faveur du maintien de la crosse. Qui est vraiment

perdant, les hommes ou les femmes ? Dans un livre récemment publié, *El Sexo Injusto* (« Le sexe injuste »), il est expliqué que les choses ne sont pas toujours ce qu'elles semblent être du point de vue de l'évolution. Dans le cas de l'os pénien, apparemment, le fait de devoir « travailler » pour l'érection du pénis semble être un désavantage évident, d'autant plus que tout revers, physique ou psychologique, peut créer une situation plus que compromettante pour les hommes. Cependant, si l'on se place du point de vue de l'évolution, la situation n'est pas aussi tranchée. Après tout, sans les niveaux élevés de compétition sexuelle post-copulatoire, le seul objectif des hominines mâles pendant la copulation se limiterait exclusivement à l'éjaculation. Si, en termes d'efficacité biologique, le fait que le coït soit « rapide » ne fait aucune différence, ne pourrait-on pas en conclure que ce sont les femmes qui sont perdantes ?

V. DE ANDRÉS ■

Les robots AI à la place des astronautes

A la veille de Noël, un engin spatial autonome a frôlé le Soleil, plus près que tout autre objet fabriqué par l'homme avant lui. Traversant l'atmosphère, la sonde Parker Solar Probe de la Nasa avait pour mission d'en apprendre davantage sur le Soleil, notamment sur la façon dont il affecte la météo spatiale sur Terre.

Il s'agissait d'un moment historique pour l'humanité, mais sans aucun être humain directement impliqué, puisque la sonde a exécuté seule les tâches préprogrammées pendant qu'elle passait devant le soleil, sans aucune communication avec la Terre. Des sondes robotisées ont été envoyées à travers le système solaire au cours des six der-

nières décennies, atteignant des destinations impossibles pour l'homme. Au cours de son survol de 10 jours, la sonde Parker Solar Probe a connu des températures de 1 000 °C. Mais le succès de ces engins spatiaux autonomes, associé à l'essor de nouvelles intelligences artificielles avancées, soulève la question du rôle que l'homme pourrait jouer dans l'exploration spatiale à l'avenir. Certains scientifiques s'interrogent sur la nécessité d'envoyer des astronautes humains. « Les robots se développent rapidement et les arguments en faveur de l'envoi d'humains s'affaiblissent de plus en plus », déclare Lord Martin Rees, astronome royal du Royaume-Uni. « Je ne pense pas que l'argent du contribuable doive être utilisé pour envoyer des humains dans l'espace ».

Il souligne également les risques encourus par les humains. « La seule raison d'envoyer des humains [dans l'espace] est l'aventure, l'expérience pour des personnes fortunées, et cela devrait être financé par le secteur privé », affirme-t-il. Andrew Coates, physicien à l'University College de Londres, partage cet avis. « Pour une exploration spatiale sérieuse, je préfère de loin la robotique », déclare-t-il. « Ils vont beaucoup plus loin et font plus de choses ». Ils sont également moins chers que les humains, affirme-t-il. « Et au fur et à mesure que l'IA progresse, les robots peuvent devenir de plus en plus intelligents ». Mais qu'est-ce que cela signifie pour les futures générations d'astronautes en herbe ? Il y a sûrement des fonctions que les humains peuvent accomplir dans l'espace, mais

que les robots, aussi perfectionnés soient-ils, ne pourront jamais faire.

ROVERS CONTRE L'HUMANITÉ

Les robots spatiaux ont visité toutes les planètes du système solaire, ainsi que de nombreux astéroïdes et comètes, mais les humains n'ont atteint que deux destinations : l'orbite terrestre et la Lune. Au total, environ 700 personnes sont allées dans l'espace, depuis la première en 1961, lorsque Youri Gagarine, de l'Union soviétique de l'époque, est devenu le premier explorateur cosmique. La plupart de ces voyages se sont déroulés en orbite (autour de la Terre) ou en suborbite (courts sauts verticaux de quelques minutes dans l'espace, à bord de véhicules tels que la fusée New Shepard de l'entreprise américaine Blue Origin). « Le prestige sera toujours l'une

des raisons pour lesquelles nous avons des humains dans l'espace », déclare le Dr Kelly Weinersmith, biologiste à l'université Rice (Texas) et coauteur de *A City on Mars* (Une ville sur Mars). « Il semble que l'on se soit mis d'accord sur le fait qu'il s'agit d'un excellent moyen de montrer que notre système politique est efficace et que notre peuple est brillant ». Outre le désir inné d'explorer ou le sens du prestige, les humains mènent également des recherches et des expériences en orbite terrestre, comme dans la Station spatiale internationale, et les utilisent pour faire avancer la science. Les robots peuvent contribuer à cette recherche scientifique, grâce à leur capacité à se rendre dans des endroits inhospitaliers pour l'homme, où ils peuvent utiliser des instruments pour étudier et sonder

les atmosphères et les surfaces. « Les humains sont plus polyvalents et font les choses plus rapidement qu'un robot, mais il est très difficile et coûteux de les maintenir en vie dans l'espace », explique le Dr Weinersmith. Dans son roman *Orbital*, récompensé par le Booker Prize en 2024, l'auteure Samantha Harvey exprime les choses de manière plus lyrique : « Un robot n'a pas besoin de s'hydrater, de se nourrir, d'excréter, de dormir... Il ne veut et ne demande rien ». Mais il y a des inconvénients. De nombreux robots sont lents et méthodiques - par exemple, sur Mars, les rovers (véhicules motorisés télécommandés) avancent à peine à 0,1 mph. « L'IA peut battre l'homme aux échecs, mais est-ce que cela signifie qu'elle sera capable de battre l'homme

dans l'exploration de l'environnement ? », s'interroge Ian Crawford, planétologue à l'université de Londres. « Je ne pense pas que nous le sachions ». Il pense toutefois que les algorithmes d'IA pourraient permettre aux rovers d'être « plus efficaces ». La technologie peut contribuer à compléter les voyages spatiaux habités en libérant les astronautes de certaines tâches pour leur permettre de se concentrer sur des recherches plus importantes. « L'IA pourrait être utilisée pour automatiser les tâches fastidieuses », explique le Dr Kiri Wagstaff, informaticien et spécialiste des planètes aux États-Unis, qui a travaillé au Jet Propulsion Laboratory de la NASA en Californie. « À la surface d'une planète, les humains se fatiguent et se déconcentrent, ce qui n'est pas le cas des machines ».

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

L'OMS va-t-elle exister en Afrique sans le financement des États-Unis

Beaucoup de se posent la question sur l'avenir de l'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, et ses programmes surtout pour l'Afrique, après la décision de Donald Trump de retirer les États-Unis de cette institution onusienne basée à Genève. Des réactions logiques, selon des experts, quand on sait que les États-Unis sont les premiers et principaux contributeurs dans cette organisation.

Aux premières heures de son entrée dans le Bureau oval, Donald Trump a signé un certain nombre de décrets, dont celui retirant son pays de l'OMS. C'est la deuxième fois qu'il signe un décret amorçant le processus de retrait des États-Unis de l'OMS, la première étant fait en 2020 lors de son premier mandat. Après avoir « déploré l'annonce faite par les États-Unis d'Amérique de leur intention de se retirer de l'Organisation », dans une réaction à la suite de cette décision, entend engager un dialogue avec les États-Unis afin de maintenir le partenariat. « Nous espérons que les États-Unis



À quoi ressemblera l'OMS en Afrique? DR.

reconsidéreront leur position et nous sommes déterminés à engager un dialogue constructif afin de maintenir le partenariat entre les États-Unis et l'OMS, dans l'intérêt de la santé et du bien-être de millions de personnes dans le monde », a réagi l'organisation. En Afrique, la nouvelle est bien évidemment mal reçue. Déjà, l'Union Africaine se dit très « consternée » et espère que Donald Trump « reconsidérera sa décision » de retirer son pays de l'OMS.

« En Afrique, les États-Unis ont été l'un des premiers et forts partisans de la création de l'Africa CDC, l'agence technique de l'Union africaine pour les urgences de santé publique qui travaille avec l'OMS et les membres mondiaux de l'OMS pour détecter, préparer, répondre et se remettre des pandémies », a indiqué le président de la Commission de l'UA, le Tchadien

Moussa Faki Mahamat, dans un communiqué.

IMPACT EN AFRIQUE.

Selon de nombreux experts, les conséquences de ce retrait peuvent être catastrophiques pour le monde entier en général, et l'Afrique en particulier. Selon Ashish Jha, qui a travaillé comme coordinateur de la réponse à Covid-19 au sein de l'administration Biden, un départ de l'OMS « nuirait non seulement à la santé des populations du monde entier, mais aussi au leadership et aux prouesses scientifiques des États-Unis ». « Aujourd'hui, plus que jamais, le monde dépend de l'OMS pour s'acquitter de son mandat visant à assurer la sécurité de la santé publique mondiale en tant que bien commun partagé », a déclaré Moussa Faki Mahamat. Justement, beaucoup craignent un désastre pour le continent noir si les

États-Unis se retirent de l'OMS. Le CDC Africa ou le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies reçoit beaucoup de financements de l'OMS grâce aux contributions massives des États-Unis. Le retrait décidé par Trump pourrait constituer un handicap au bon fonctionnement de cette agence africaine. Par exemple, selon les données de l'OMS, dans la réponse à l'épidémie Mpx dont cette organisation onusienne et le CDC Africa ont la coordination, un montant de 1 milliard de dollars est attendu. Mais les États-Unis contribuent à hauteur de 500 millions de \$US. Donc, la moitié du financement attendu. Le retrait des États-Unis peut impacter sérieusement la lutte contre cette maladie en Afrique. De même que la riposte contre l'épidémie Ebola et d'une autre du type Covid-19. Également, ce sont les États-Unis qui sont les plus grands contributeurs dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique et dans le monde. Ce retrait pourrait entraîner également une faiblesse de l'OMS qui ne pourrait plus coordonner les recherches sur les vaccins et l'achat d'équipements adéquats pour ceux qui travaillent dans le secteur de la santé,

surtout en Afrique. Les pays à faibles revenus, comme ceux du continent africain, pourraient souffrir de l'accès aux médicaments et aux services de santé essentiels. La situation inquiète en Afrique confrontée aux épidémies telles que mpx et le virus marburg. Un défi pour renforcer le CDC Afrique. Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, CACM, ou en anglais Center for disease control and prevention, Africa CDC, est l'institution autonome de santé publique de l'Union africaine. Son rôle est de prévenir et contrôler les maladies en Afrique en fournissant une orientation stratégique et un soutien aux 55 États membres de l'UA. Cette agence de santé autonome de l'UA a été créée en janvier 2017. Selon des experts, ce retrait des États-Unis de l'OMS décidé par Trump doit être perçu comme un défi pour les dirigeants et autres philanthropes d'Afrique pour soutenir et renforcer l'Africa CDC avec plus de financements. Pour Trump, son pays effectue de « paiements injustement onéreux » alors que l'organisation, lors de la crise de Covid-19, s'est centrée beaucoup plus sur la Chine.

C'est la deuxième fois que Donald Trump prend la décision de retirer les États-Unis de cette organisation. En 2020, le président américain a critiqué la manière dont l'OMS a géré la Covid-19. Il a fallu que Joe Biden arrive à la Maison Blanche pour revenir sur cette décision. Le décret de Trump indique que les États-Unis quittent l'organisation en raison de la mauvaise gestion par l'organisation de la pandémie de Covid-19 qui s'est déclarée à Wuhan, en Chine, et d'autres crises sanitaires mondiales, de son incapacité à adopter les réformes nécessaires de toute urgence et à faire preuve d'indépendance par rapport à l'influence politique inappropriée des États membres de l'OMS. Aussi, Trump ajoute que son pays effectue de « paiements injustement onéreux » alors que l'organisation, lors de la crise de Covid-19, s'est centrée beaucoup plus sur la Chine. Lors de son premier mandat, Trump a reproché à l'OMS de n'avoir pas envoyé assez rapidement ses experts pour évaluer les efforts de la Chine pour contrer l'épidémie Covid-19 et d'avoir été laxiste vis-à-vis du manque de transparence de ce pays dans la gestion de la maladie. Le budget

annuel de l'OMS est de 6,8 milliards de \$US. Depuis 1948, les États-Unis sont membres de l'organisation dont ils contribuent à définir et à régir l'action aux côtés de 193 autres pays membres. Ils participent activement aux travaux de l'Assemblée mondiale de la Santé et du Conseil exécutif. « Depuis plus de 70 ans, l'OMS et les États-Unis ont sauvé un nombre incalculable de vies et protègent la population américaine comme le reste de la population mondiale face aux menaces sanitaires. Ensemble, nous avons mis fin à la variole ; ensemble, nous avons pratiquement éradiqué la poliomyélite. Les institutions américaines contribuent à l'OMS en tant que membre, et bénéficient de ce statut », relève un communiqué de l'OMS, suite à la décision de Trump. L'organisation ajoute qu'au cours des sept dernières années, elle a mis en œuvre le plus grand ensemble de réformes transformatrices de son histoire, pour une plus grande responsabilisation, un meilleur rapport coût-efficacité et un impact accru dans les pays. Ces efforts se poursuivent aujourd'hui, avec la participation des États-Unis et d'autres États membres, selon l'OMS.

L'endométrie fait souffrir une dame, la tue

Mary Njambi Koikai, plus connue sous le nom de Jahmy Koikai, a consacré la majeure partie de sa courte vie à informer ses concitoyens kenyans sur la maladie débilitante qu'est l'endométrie, ce qui l'a conduite à mourir cette semaine à l'âge de 38 ans seulement.

En tant qu'animatrice radio et DJ reggae populaire, elle disposait d'une plate-forme idéale. Avec courage, elle a partagé ses combats, demandant souvent des comptes aux autorités et exigeant de meilleurs soins

de santé pour les femmes, en particulier celles qui luttent contre ce trouble menstruel. « Les gens s'identifiaient vraiment à sa souffrance, à sa douleur », a affirmé Doris Murimi, une autre militante. Dès l'âge de 13 ans, elle a connu un tourment mensuel régulier, une douleur atroce qui accompagnait son cycle menstruel. Cependant, il lui a fallu 17 ans pour savoir exactement de quoi elle souffrait et obtenir un diagnostic approprié. Cela s'explique par l'absence de structures locales spécialisées dans le traitement de l'endométrie.

L'endométrie est une affection gynécologique associée aux menstruations,

dans laquelle des tissus semblables à la muqueuse utérine se développent dans d'autres parties du corps, notamment des trompes de Fallope, le bassin, l'intestin, le vagin et les intestins.

UNE FEMME RÉSISTANTE.

L'endométrie n'est pas considérée comme une maladie mortelle, mais dans de rares cas, elle peut entraîner des complications potentiellement mortelles. Les symptômes comprennent des douleurs sévères à débilitantes, souvent dans la région pelvienne, de la fatigue et des règles abondantes. Dans de rares cas, la maladie peut également se manifester dans d'autres parties

du corps, notamment les poumons, le cerveau et la peau. Le cas de Mme Koikai était l'un de ces cas extrêmes, son état s'aggravant au fil des ans, en particulier au fur et à mesure que ses organes reproducteurs se développaient. Cela a affecté sa scolarité, ses relations, son travail et bien d'autres aspects de sa vie. Elle a raconté en 2020 qu'à un moment donné, alors qu'elle était à l'université, elle a passé un examen mais n'a rien pu écrire à cause de la douleur. Elle a dû redoubler certaines années, ce qui a retardé l'obtention de son diplôme. En 2015, son poumon s'est effondré en raison d'une endo-

métrie thoracique, une manifestation rare de la maladie. L'affection réapparaît dans les mois et les années qui suivent, nécessitant souvent une intervention chirurgicale spécialisée. L'une des images les plus marquantes de Mme Koikai est celle où on la voit dans un lit d'hôpital, le haut du corps lourdement bandé, avec de nombreux tubes le long du côté droit de la poitrine. C'était en 2018, alors qu'elle avait déjà subi une série d'effondrements pulmonaires et d'interventions chirurgicales. Elle avait été admise dans un hôpital spécialisé aux États-Unis et collectait des fonds pour financer ce traitement coûteux.

Elle était faible et souffrait beaucoup. « Je ne décrirai pas la douleur parce que je n'ai pas de mots pour décrire ce que j'ai vécu », avait-elle déclaré à l'époque. La maladie avait ravagé son corps. À l'hôpital américain, les tissus qui s'étaient développés à cause de l'endométrie ont été retirés de son utérus, de ses intestins et de ses ovaires. Le plus grand défi, dit-elle, était ses poumons. L'endométrie s'était tellement propagée, en partie à cause de la façon dont elle avait été traitée dans son pays, que le chirurgien américain n'arrivait pas à « croire tout ce qui avait été fait ». « Le tissu cicatriciel et

la pose de mauvais drains thoraciques [au Kenya] ont créé ce désordre », a-t-elle déclaré. Malgré ses nombreuses cicatrices, elle souriait toujours. « Cicatrices profondes. Des cicatrices brutes », comme elle l'a décrit, « chaque cicatrice raconte une histoire. Je vois tout ce que j'ai combattu. Sur le plan émotionnel. Mentalement. Physiquement ». Pourtant, elle a choisi de se battre avec force, tout en sensibilisant le public à cette maladie. Née en 1986 dans la banlieue de Nairobi, Mme Koikai a été élevée par sa mère et sa grand-mère, qui lui ont appris à être patiente et résistante dans toutes les situations de la vie.

En 2025, les dix voitures les plus chères du monde

Aucune d'elles n'est américaine.

Aucune. Britanniques, françaises, italiennes, etc. Les voitures les plus chères du monde. Prix en euros.

► **Rolls-Royce Boat Tail.** La voiture neuve en 2025, la plus chère du monde et de tous les temps. Cabriolet de 5,79m de long au design mêlant vintage et modernité renferme un V12 biturbo (6,75 litres pour 563 chevaux), une boîte automatique à 8 rapports. Un « yacht roulant » produit en 3 exemplaires, réservés aux milliardaires avec son prix lunaire, 23 millions d'euros.

► **Bugatti, la voiture noire.** One-off homologué pour la route hisse la marque française sur la seconde marche du podium. Hypercar à tout d'exceptionnel : 8 litres, 16 cylindres, 1500 chevaux, assemblage réalisé à la main. Travail d'orfèvre, pas étonnant que cet exemplaire unique ait été acquis par un Suisse, 15 millions.

► **Pagani Zonda.** De la firme éponyme, a fait construire ce concept car pour lui et deux autres heureux propriétaires inconnus. Ce roadster a fait grand bruit lors de sa présentation et reste moins mystérieux, 15,7 millions.

► **Rolls-Royce Sweptail.** Marque de voiture de luxe par excellence, trustee encore le haut du panier avec cette fois un one-off, construit sur demande : le Sweptail, 11,6 millions.

► **Bugatti Centodieci.** Elle a sous le moteur : 1600 chevaux exactement pour un W16 de 8 litres avec une vitesse de pointe à 380km/h. Boum, 8 millions.

► **Lamborghini Veneno.** Un roadster qui défie la loi de la gravité avec ses courbes cosmiques inspirées par l'aéronautique. Hypercar produit à 9 exemplaires qui ne peut pas voler mais pointe à 355 km/h avec son V12 de 6,5 litres. Une voiture qui met des



De haut en bas, de g. à dr., Rolls-Royce Boat Tail, Bugatti-la voiture noire, Pagani Zonda, Rolls-Royce Sweptail. DR.



Ci-bas, de haut en bas, de gauche à droite, Bugatti Centodieci, Lamborghini Veneno, Mercedes Maybach Exelero. DR.



CCXR Trevita. Elle est moins connue que ses « sœurs » mais n'en est pas moins surpuissante, et rapide : elle passe de 0 à 200 km/h en 8,75 secondes. Bolide suédois qui pèse 1280 kgs, un poids plume comparé aux Ferrari, Aston Martin ou encore Lamborghini, 4,2 millions.

► **Bugatti Bolide.** Dévoilée pour la première fois en juin 2023 sur le circuit du Mans lors de l'exposition célébrant le centenaire de cette course mythique, en marquant l'année. Produite en seulement 40 exemplaires, une hypercar réservée exclusivement à un usage sur piste qui se distingue, 4 millions.

étoiles dans les yeux, 7,3 millions.

► **Maybach Exelero.** Coupé commandé par une marque de pneumatiques afin de tester et pro-

mouvoir une nouvelle série de pneus. Exercice réussi : ses performances sur circuit ont été un succès avec son moteur qui tourne à 5,9 litres et

700 chevaux. C'est définitivement une affaire qui roule pour Fulda, 7 millions.

► **Bugatti Divo.** Si les deux voitures de luxe se ressemblent

(même moteur W16 de 8 litres pour 1500 ch, un habitacle similaire), la Divo se distingue par un design exceptionnel. Elle partage un autre

point commun avec un modèle Bugatti différent... Son prix, le même que la Bugatti Mistral, 5 millions.

► **Koenigsegg**



Cette eau du plaisir féminin est au cœur d'une tradition africaine

Une pratique sexuelle originaire du Rwanda qui met le plaisir féminin au centre de la relation sexuelle. Mais en quoi consiste cette méthode ?

Envie de sexe sans pénétration ? La méthode Kunyaza est peut-être faite pour vous. Cette pratique sexuelle consiste à stimuler le clitoris avec la verge, les doigts ou un sextoy afin que la femme atteigne le summum de l'excitation. Le but ? Favoriser l'orgasme et l'éjaculation féminine. Derrière ce mot méconnu se cache une pratique sexuelle ancestrale tout droit venue d'Afrique centrale et plus particulièrement du Rwanda. Le mot Kunyaza signifie «uriner» ou «éjaculation féminine» en rundi. Cette méthode, qui met le plaisir féminin au centre de l'acte sexuel, vient d'une légende ancestrale qui explique l'origine du lac Kivu, dans la région Grands Lacs. La légende raconte qu'une reine, lassée d'attendre le retour de son roi parti en guerre, demanda à un serviteur s'assouvir ses désirs. Celui-ci avait tellement peur et craignait pour sa vie, qu'il accomplit sa mission en tremblant, sans réussir à la pénétrer. Les vibrations provoquées par ces tremblements donnèrent tant de plaisir à la reine, qu'elle éjacula et donna ainsi naissance au lac Kivu. Cette pratique sexuelle a peu à voir avec la pénétration. « C'est plutôt utiliser le pénis et rester à l'extérieur [afin de] stimuler le clitoris de la femme », explique Olivier Jourdain, réalisateur du documentaire L'eau sacrée qui aborde le sujet. Cette technique centenaire consiste à stimuler les terminaisons nerveuses de la vulve avec le gland du pénis, les doigts ou un jouet sexuel. Cette stimulation précise donne lieu à l'éjaculation féminine. Pour y parvenir et intensifier l'orgasme, l'idée est d'alterner les caresses, les mouvements et le rythme. Le Kunyaza



«S'il trouve cette eau c'est un grand honneur. Tu te sens vraiment une femme», une femme dans «L'eau Sacrée». DR.

peut cacher une autre pratique sexuelle dénommée le Gukuna. Cette dernière consiste à étirer les petites lèvres du vagin pour augmenter la zone érogène et faciliter la pratique du Kunyaza.

IL ÉTAIT UNE FOIS.

Cette pratique décrite est considérée comme une mutilation génitale par l'OMS (Organisation mondiale de santé) et par certaines ONG occidentales. Pour d'autres, au contraire, elle serait émancipatrice car elle permettrait aux femmes d'obtenir plus de plaisir. L'histoire se déroule au Pays des mille collines. Une reine s'ennuyait toute seule dans son château. Son mari le roi était parti en guerre. Ayant besoin d'assouvir ses désirs les plus intimes, elle ordonna à un serviteur de la satisfaire. Le serviteur refusa. Elle menaçait de le faire tuer s'il n'obéissait pas. Alors Olivier Jourdain, réalisateur du documentaire L'eau sacrée qui aborde le sujet. Cette technique centenaire consiste à stimuler les terminaisons nerveuses de la vulve avec le gland du pénis, les doigts ou un jouet sexuel. Cette stimulation précise donne lieu à l'éjaculation féminine. Pour y parvenir et intensifier l'orgasme, l'idée est d'alterner les caresses, les mouvements et le rythme. Le Kunyaza

rivière en fleuve. Le fleuve en lac. Ce lac, c'est aujourd'hui le célèbre lac Kivu qui traverse le Rwanda et le Congo Démocratique. Bon, il y a aussi une autre version de l'histoire qui dit que la reine s'est satisfaite toute seule. Pareil, l'eau jaillit. Et au retour de son mari le roi, elle lui montra comment faire ! Je vous laisse choisir la version qui vous plaît le plus. Moi ce qui m'intéresse (comme toujours sur Abenafrika), c'est de vous parler de la tradition qui découle de cette histoire qui fait aujourd'hui partie intégrante du patrimoine culturel rwandais. Une pratique que l'on connaît plus communément sous le nom de Kunyaza. J'ai découvert ce sujet grâce au Festival de Films Africains en ligne (l'#OAFF) organisé par Cinewax. Il s'est tenu du 15 novembre au 15 décembre 2018. Je vous avais partagé la cérémonie d'ouverture dans mes stories Instagram et je vous avais parlé de l'événement dans mon Afro Agenda de Novembre ! L'un des films de la sélection était le documentaire "L'Eau Sacrée" (2016). Eau qui, vous l'aurez compris, fait référence à l'éjaculation féminine. Mais qu'est-ce que le Kunyaza ? Quel est le rapport que la société rwandaise a aujourd'hui avec cette pratique ? Cette «eau sacrée» existe-t-elle chez toutes les femmes ? Saviez-vous

qu'il existe même un rituel pratiqué sur les jeunes filles ? Rituel qui augmenterait les effets du Kunyaza... Bref, je vous explique tout cela dans cet article. Enjoy ! Qu'est-ce que le Kunyaza ? Au Rwanda, le Kunyaza est une pratique ancestrale destinée à faciliter l'éjaculation féminine. Il faut que l'homme arrive à faire jaillir l'eau du corps de la femme. Pour les plus curieux, et les plus curieuses, je vous explique un peu plus loin en quoi consiste, concrètement, un Kunyaza... Le Kunyaza aujourd'hui : qu'est-ce que les Rwandais en pensent ? Si cette pratique est connue de tous les Rwandais, le Kunyaza, reste un thème assez secret qu'on n'aborde pas ouvertement en société. Il est presque devenu pour certains un mystère : une chose que certains hommes arrivent à réaliser et d'autres pas. Une eau, que certaines femmes ont en elle et d'autres pas. Dans le documentaire L'eau Sacrée, une femme témoigne pendant l'interview, son mari est assis à côté d'elle) : « Si l'homme trouve cette eau c'est un grand honneur. Tu peux en être fière. Vraiment. Tu te sens vraiment une femme. J'ai découvert ça avant notre mariage. J'ai eu peur, je croyais être percée ! », dit-elle en riant et en faisant de grands

gestes avec les mains. «Je ne connaissais pas, je voyais ça pour la première fois». Elle ajoute avec un sourire apaisé : «Mais en fait ça peut renforcer ton couple. Il y a peut-être d'autres moyens. Mais ça c'est important, ça peut aider ton couple». Mais est-ce que toutes les femmes ont en elle la possibilité de vivre ça ? Au Rwanda en tout cas, si certaines femmes n'arrivent pas (ou n'arrivent plus) à obtenir les effets attendus du Kunyaza, le docteur Simba Kakongi Ali a pensé à tout : la **Vetexine**. Il s'agit d'une concoction à base de plantes locales qui agit sur les hormones de la femme pour «libérer» l'eau qu'elle a en elle. Le médecin insiste en tout cas sur le fait que si l'homme ne sait pas maîtriser le Kunyaza, avec ou sans concoction, rien ne se passera ! Est-ce que cela fonctionne ? Le docteur Simba Kakongi Ali : «Je n'ai pas testé, donc je ne peux rien vous dire». Dusabe Vestine quant à elle, pense que 80 à 90% des Rwandaises sont capables de réagir de la sorte face à un Kunyaza. Dusabe Vestine ? C'est une animatrice très populaire au Rwanda. Elle tient l'émission de radio Zirara Zubakwa dans laquelle elle aborde régulièrement le sujet. «Sachez que Dieu nous a donné cet océan à chacune d'entre nous», a

envoyé un jour une auditrice pendant son émission. Dusabe Vestine passe également dans les écoles et dans les villages pour sensibiliser les Rwandais à ce sujet. Pour elle, plus qu'une simple technique sexuelle, il s'agit véritablement pour les Rwandais de renouer avec leurs origines. Jugez par vous-même. Dans les salles de classes, elle commence toujours son discours par : «Je suis venue vous parler de la culture rwandaise». Et quand une élève soulève le fait qu'une formatrice lui a dit qu'il ne faut pas faire le Gukuna. Car c'est pêcher et cela pousse à la masturbation, Dusabe répond : «Tu veux perdre les traditions rwandaises ? De quel Rwanda cette formatrice te parle ? C'est une tradition rwandaise et on va la transmettre de génération en génération». Attendez deux minutes, d'abord, je vous parle de Kunyaza. Mais maintenant, c'est le Gukuna ? En réalité, il s'agit de deux choses différentes, mais qui sont étroitement liées. Je vous explique. Le Gukuna : ce rituel, pratiqué sur le sexe des jeunes femmes, qui permet d'augmenter les effets du Kunyaza. C'est une pratique qui se transmet de mère en fille. Elle doit être faite au moment où la jeune femme atteint l'adolescence. Dans le documentaire,

on voit une Grand-Mère accompagner sa petite fille tout en haut d'une montagne à l'abri des regards du village. Elles se cachent sous un drap, on comprend alors que c'est le moment du Gukuna. Un acte qui a presque totalement disparu en ville, mais qui est encore présent dans les villages. Cela consiste à tirer simultanément vers le bas les petites lèvres de la jeune femme. On réalise ce rituel avec des herbes du nom de Gukuna. Ces herbes sont chauffées au feu de bois. Puis, on les mélange à du beurre pour éviter de brûler le sexe au moment de l'application (puisque les herbes sont encore chaudes). L'objectif final est d'étendre les petites lèvres de manière à augmenter la zone érogène (et donc de faciliter la réussite du Kunyaza). Notons que le Kunyaza consiste à «balayer» le vagin de la femme avec son pénis en insistant sur le clitoris. Il n'y a donc pas pénétration, mais uniquement stimulation «vibrante» de la zone clitoridienne de la femme. Et là, tadaaa, jaillissement il y a. Et, il y a des aliments qui favoriseraient ce jaillissement si recherché tels tous les plats en sauce, les bananes vertes, les légumes en général, les haricots, les pommes de terre et les courges. Sans oublier de surtout boire beaucoup d'eau.

Bayrou connaît mieux la politique

Il avait long-temps, calmement attendu son heure. Elle a fini par venir.

Il y a des occasions mais il y a surtout les opportunités. Une occasion sans opportunité ne vaut rien. Une occasion est une chance, possibilité d'un événement, une proposition qui arrive à un bon moment. Mais opportunité est de réfléchir si quelque chose est approprié au moment même.

Quand mi-décembre au lendemain de la chute de Michel Barnier, renversé par les députés, Emmanuel Macron reçoit le maire de Pau et président du MoDem, François Bayrou, le premier allié du chef de l'État français et figure du centre, il lui propose le poste de Vice-premier ministre, que Bayrou rejette. « Ou vous me nommez Premier ministre, ou vous ne faites rien », lui aurait répondu Bayrou, rapportent les médias.

Nommé un vendredi 13, Emmanuel Macron choisit vendredi François Bayrou comme Premier ministre. « Le président de la République a nommé M. François Bayrou Premier ministre, et l'a chargé de former un gouvernement », écrit le 13 décembre n communiqué de l'Élysée. François Bayrou aura pour mission de « dialoguer » avec les partis hors RN et LFI pour « trouver les conditions de la stabilité et de l'action », a précisé l'entourage d'Emmanuel Macron.

Ce fut une matinée de tensions. Tout n'avait pas été simple. Le maire de Pau s'était battu pour avoir sa place à Matignon. Convoqué très tôt par Macron, d'un coup de fil à l'aube, qui s'est enchaîné sur 1 h 45' d'entretien à l'Élysée, leurs échanges ont été visiblement très tendus, selon plusieurs élus MoDem. Dans la



Emmanuel Macron et son allié historique François Bayrou désormais reconnu. DR.

matinée, la rumeur d'un Bayrou éconduit par Emmanuel Macron court même. Qu'avait-il dit pour faire peser la balance de son côté ? Avait-il probablement remis en question le soutien des députés de son parti au camp macroniste ? « Tout le monde mesure la difficulté de la tâche, et qu'il y a un chemin à trouver », avait-il déclaré peu après en quittant ses anciens bureaux du Haut-commissariat au Plan à Paris, fonctions qu'il exerçait à titre gratuit. « La réconciliation est nécessaire », avait-il ajouté, avant de citer François Mitterrand, qui avait lancé une fois élu : « Enfin ! Les ennuis commencent ». « Il n'y aura pas de censure a priori », avait assuré d'emblée Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, RN, et eurodéputé. « Elle aurait été engagée à l'encontre d'une personnalité issue de la gauche et issue de l'extrême gauche. Nous avions indiqué que nous étions prêts à ne pas censurer a priori une personnalité ou un profil qui serait issu de la droite et du centre », a-t-il dit, quelques minutes après l'annonce de la nomination de François Bayrou. Mathilde Panot avait

annoncé que LFI votera la censure du nouveau Premier ministre. « Deux choix s'offriront aux députés : le soutien au sauvetage de Macron ou la censure. Nous avons fait le nôtre », a-t-elle écrit sur le réseau social X. Le coordinateur du mouvement Manuel Bompard a dénoncé pour sa part un « bras d'honneur à la démocratie ».

CHARGEUR PS VIDE.

Le Parti socialiste a, pour sa part, demandé au nouveau Premier ministre de s'engager à renoncer au 49.3 pour pouvoir faire passer une loi sans vote à l'Assemblée, en échange d'une non-censure des députés socialistes. Or, voilà que Bayrou dégage samedi 1er février l'arme du 49.3 pour les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Il l'a annoncé à La Tribune Dimanche sa décision de faire usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour faire adopter les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Du coup, le RN et le Parti Socialiste ont entre les mains l'avenir du gouvernement alors qu'une motion de censure a été déposée par LFI. La voteraient-ils ? Les députés doivent

examiner lundi 3 février les conclusions de la Commission mixte paritaire sur le budget de l'État, occasion d'un premier 49.3. Ils passeront ensuite à l'examen en nouvelle lecture du budget de la Sécurité sociale, théoriquement jusqu'à vendredi, occasion d'un deuxième. Les regards braqués sur les socialistes « Maintenant, il faut passer sans tarder à l'adoption. Un pays comme le nôtre ne peut pas rester sans budget. Le seul moyen, c'est d'engager la responsabilité du gouvernement. Ce sera fait ce lundi », a affirmé le locataire de Matignon, espérant que « dans dix jours », la France ait « enfin les budgets indispensables à la vie de la nation ». L'utilisation du 49.3 par le Premier ministre s'accompagne d'un risque de censure, La France insoumise ayant annoncé le dépôt de motions de censure, que devraient voter les communistes et les écologistes. Le RN et le PS n'avaient en revanche pas encore fait connaître leurs intentions. Les regards sont plus particulièrement braqués sur les socialistes, avec qui le gouvernement est engagé depuis plusieurs semaines dans une

négociation sur le budget. Interrogé sur ce risque, le Premier ministre a affirmé que sa concrétisation « serait rejetée avec colère par les Français ». « Ces deux partis (le RN et le PS) le savent aussi bien que moi », dit-il, en soulignant qu'à la sortie de la CMP le PS a « salué les efforts faits ». Certes, François Bayrou avait reçu à sa nomination la lourde tâche de former un gouvernement susceptible de survivre à la menace de censure d'une Assemblée nationale sans bloc majoritaire, et de faire adopter un budget dont la France était pour l'instant privée pour 2025. Mais voilà que cette semaine, le débat sur le budget est porté à table. Après avoir échappé le 16 janvier à sa première motion de censure, déposée pour le faire chuter, votée par 131 députés (Insoumis, communistes et écologistes, mais pas par la plus grande partie des socialistes), loin des 288 nécessaires pour censurer le gouvernement, obtenant ainsi un sursis, quel avenir a désormais le gouvernement de François Bayrou ? Le premier ministre connaît la scène politique française ; contrairement à son prédécesseur Michel

Barnier, il en a l'expérience. Il en avait déjà fait une démonstration de force dans sa déclaration de politique générale le 14 janvier 2025, un mois après sa nomination et sans réclamer un vote de confiance. Remise en chantier de la question des retraites, création d'un fonds spécial dédié à la réforme de l'État, création d'une banque de la démocratie pour financer les partis politiques ou débat sur le scrutin proportionnel. Une phrase clé. « Cette équipe - son gouvernement - porte un message : l'intérêt général oblige à dépasser les préférences partisans pour que le pays se ressaisisse ». Et a identifié trois défis à relever : faire face à l'urgence, impliquant de « se ressaisir » ; mettre en place les conditions de la stabilité, qui impose de « se réconcilier » ; refonder l'action publique, en s'attaquant sans tarder à tous les problèmes. Sur les budgets qu'il annonçait devoir faire adopter pour l'intérêt de la France et des Français, il réaffirmait la stratégie pluriannuelle de rétablissement des comptes, avec le maintien de l'objectif de retour à 3 % du déficit en 2029, révisant cependant les prévisions de croissance pour 2025 en les ramenant de 1, % à 0,9 %, avec un déficit public envisagé à 5,4 % pour 2025. Sur la réforme de l'État, il soulignait la nécessité de repenser tous les budgets, dès le printemps, au regard du service à rendre et non du budget précédent augmenté de l'inflation, et annoncé l'examen de l'organisation publique, notamment des 1 000 agences ou organes de l'État. Il avait prévu la création d'un fonds spécial dédié à la réforme de l'État, financé avec une partie des actifs immobiliers, afin de réaliser uniquement des investissements (comme le déploie-

ment de l'intelligence artificielle dans les services publics) et non des dépenses de fonctionnement. Il avait indiqué souhaiter la création d'une banque de la démocratie pour confier à des organismes publics, contrôlés par le Parlement, le financement des partis politiques. Pour mieux faire vivre le pluralisme, il soulignait la nécessité que « chacun trouve une place au sein de la représentation nationale, à proportion des votes qu'il a reçus ». Ce qui implique l'engagement d'un débat sur la proportionnelle et le non-cumul des mandats. Il annonçait également la traduction des États généraux de l'information et la conduite à son terme de la réforme de l'audiovisuel public. Puis de vouloir réduire les normes et débureaucratiser, déplorant une bureaucratie « incroyablement lourde ». Bayrou se sert de ses choix passés. Marine Le Pen, la patronne de RN, ne saurait l'oublier. En 2022, Bayrou avait décidé de la parrainer à la présidentielle, « pour sauver la démocratie ». Expliquant néanmoins : « Notre signature ne vaut pas soutien ». Bayrou s'est approché des socialistes. Reste que les tenants de la censure au PS ont du « carburant » avec les décisions de François Bayrou de scinder en deux le texte sur la fin de vie ou de durcir les conditions de régularisation des étrangers. Mais le Premier ministre « a pris le pari que le chargeur du PS était vide » et ne votera pas une deuxième fois la censure vu les retours de leurs électeurs sur le terrain, analyse un ancien ministre. « Il considère désormais que la dynamique de censure se trouve plus à l'extrême droite qu'à gauche », mais il « sous-estime la volonté de rupture de Marine Le Pen ». Voyons voir... avec AGENCES ■

Trump tient parole, s'en fout

Ils étaient dans son viseur. Depuis des années. Depuis la campagne. Il n'a eu de cesse de le répéter. Le Mexique, le Canada à ses frontières.

Mais aussi la Chine. Comme il l'avait promis, Donald Trump vient de frapper ces trois pays en attendant de punir l'Union Européenne? Le président américain a imposé les droits de douane, les a officialisés. La guerre commerciale est déclarée. Donald Trump a imposé 25 % de droits de douane sur les produits provenant du Mexique et du Canada et 10 % supplémentaires à ceux déjà existants sur les produits chinois. Même si les trois pays visés ont promis aussitôt une riposte. Qu'importe? America First.

Ses menaces de campagne étaient sérieuses. Donald Trump n'a pas tardé à tenir sa menace, ses promesses... Samedi 1er février, il est passé à l'action. Ces droits de douane concernent peu ou prou 40 % des importations américaines. Le motif : Donald Trump a expliqué sur son réseau Truth Social s'appuyer sur une loi de 1977 qui permet au président de réglementer le commerce en cas de situation d'urgence nationale.

En cause, « la menace majeure que représentent les migrants illégaux et les drogues mortelles qui tuent nos concitoyens, notamment le fentanyl ». En outre, poursuit-il, la Chine exporte vers le Mexique des principes actifs permettant la fabrication par les cartels mexicains du fentanyl, ensuite vendu de l'autre côté de la frontière. « Les droits de douane annoncés sont nécessaires pour forcer la Chine, le Mexique et le Canada à rendre des comptes à la suite de leurs promesses de faire cesser le flux de drogues toxiques aux États-Unis », a expliqué la Maison Blanche sur son compte X.

La Maison Blanche a affirmé que les cartels avaient « fait alliance avec le gouvernement mexicain » et que « la production de fentanyl » progressait au Canada.

L'accord de libre-échange de 2020 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique où les entreprises ne paient théoriquement pas de droits de



Donald Trump réalise ce qu'il avait promis sans craindre aucune riposte. DR.

douane si elles appliquent les règles prévues par cet accord ou 5 % et 6 % si elles ne font pas le choix de suivre ces directives vole donc en éclat. Face à cette attaque, les trois pays ont immédiatement annoncé des mesures en réplique.

MENACE DE RÉCESSION AU MEXIQUE.

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a annoncé « des mesures tarifaires et non tarifaires en défense des intérêts du Mexique », dont 83 % des exportations partent chez le voisin américain (automobiles, ordinateur, produits agricoles). La présidente de gauche nationaliste n'a cependant pas détaillé ces « mesures tarifaires » ni donné de calendrier. Elle a proposé à son homologue américain « un groupe de travail avec nos meilleures équipes de sécurité et de santé publique » sur les questions de trafic de drogue et des migrations.

Reste que le coup porté par Trump est une sérieuse menace pour l'économie mexicaine. La taxation à 25 % des importations par les États-Unis « représente une menace directe pour la compétitivité de l'Amérique du Nord et la stabilité économique de notre pays », s'est inquiétée le syndicat patronal Coparmex en ajoutant : « Les exportations d'automobiles, de pièces détachées, d'ordinateurs, de produits électroménagers et de produits agricoles seront sérieusement affectées, ce qui

pourrait se traduire par un sévère ralentissement économique », alors que l'économie mexicaine montrait déjà « des signes importants de faiblesse ». Un diagnostic partagé par la célèbre agence de notation Standard & Poor's. Selon elle, l'économie mexicaine, la 12ème du monde, a crû de 1,3 % en 2024, mais a reculé au dernier trimestre pourrait entrer en récession. Ces barrières douanières vont pénaliser principalement les secteurs de l'automobile et de l'électronique, qui envoient 50 % de leur production aux États-Unis, d'après le cabinet de conseil britannique Capital Economics. En 2023, l'industrie automobile qui représente 5 % du PIB au Mexique a exporté 36 milliards de \$US vers les États-Unis.

Dès mardi 4 février, le Canada va lui aussi imposer des droits de douane de 25 % sur des produits américains pour un total de 102 milliards d'euros, a annoncé le Premier ministre démissionnaire Justin Trudeau. « Si le président Trump veut inaugurer un nouvel âge d'or pour les États-Unis, la meilleure voie est de s'associer avec le Canada, et non de nous punir », a déclaré Justin Trudeau lors d'une conférence de presse. Le Premier ministre de la province de l'Ontario, Doug Ford, a déclaré que le Canada « n'a pas d'autre choix que de riposter et de riposter fort ». Ces droits de douane vont concerner « des produits de

consommation courante tels que la bière, le vin et le bourbon américain, les fruits et les jus de fruits », a précisé le Premier ministre.

Mais aussi « les légumes, les parfums, les vêtements et les chaussures, les produits de consommation courante tels que les appareils ménagers, les meubles et les équipements sportifs, les matériaux tels que le bois de construction et les plastiques ».

De son côté, celui de la Colombie-Britannique, David Eby, est allé plus loin en qualifiant cette annonce de « trahison totale du lien historique entre les deux pays ». « Il s'agit d'une déclaration de guerre économique à l'encontre d'un allié et d'un ami de confiance », a-t-il ajouté parlant d'un « caprice d'une seule personne à la Maison Blanche ».

Un peu plus tôt, Justin Trudeau a rappelé que le Canada a toujours été aux côtés des États-Unis dans les « heures les plus sombres », de la crise des otages en Iran, à la guerre en Afghanistan ou lors des catastrophes naturelles meurtrières telles que l'ouragan Katrina et les récents incendies en Californie. Dimanche 2 février, elle a fait part de son opposition, et promis une réplique avec ses propres mesures, réaffirmant qu'une guerre commerciale ne ferait « pas de vainqueur ». Les échanges commerciaux entre les deux pays ont totalisé environ 500 milliards d'euros sur les onze premiers mois de 2024. Sur cette période, les

exportations chinoises vers les États-Unis ont représenté 386 milliards d'euros, plaçant la Chine au 2ème rang des plus grands partenaires commerciaux du pays nord-américain, derrière le Mexique. La Chine est pour les États-Unis un fournisseur majeur de biens tels que les produits électroniques, l'habillement ou le textile, relève le Peterson Institute of International Economics (PIIE). Mais le déséquilibre commercial béant suscite fait depuis longtemps grincer des dents à Washington : le déficit commercial avec le géant asiatique s'élevait à 260 milliards d'euros sur les 11 premiers mois de 2024, selon les chiffres américains. Les douanes chinoises parlent de 361 milliards de \$US pour l'ensemble de l'année. Washington accuse les entreprises chinoises de faire du dumping (revente à des prix artificiellement bas) grâce au soutien de l'État.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

